

CLARTE

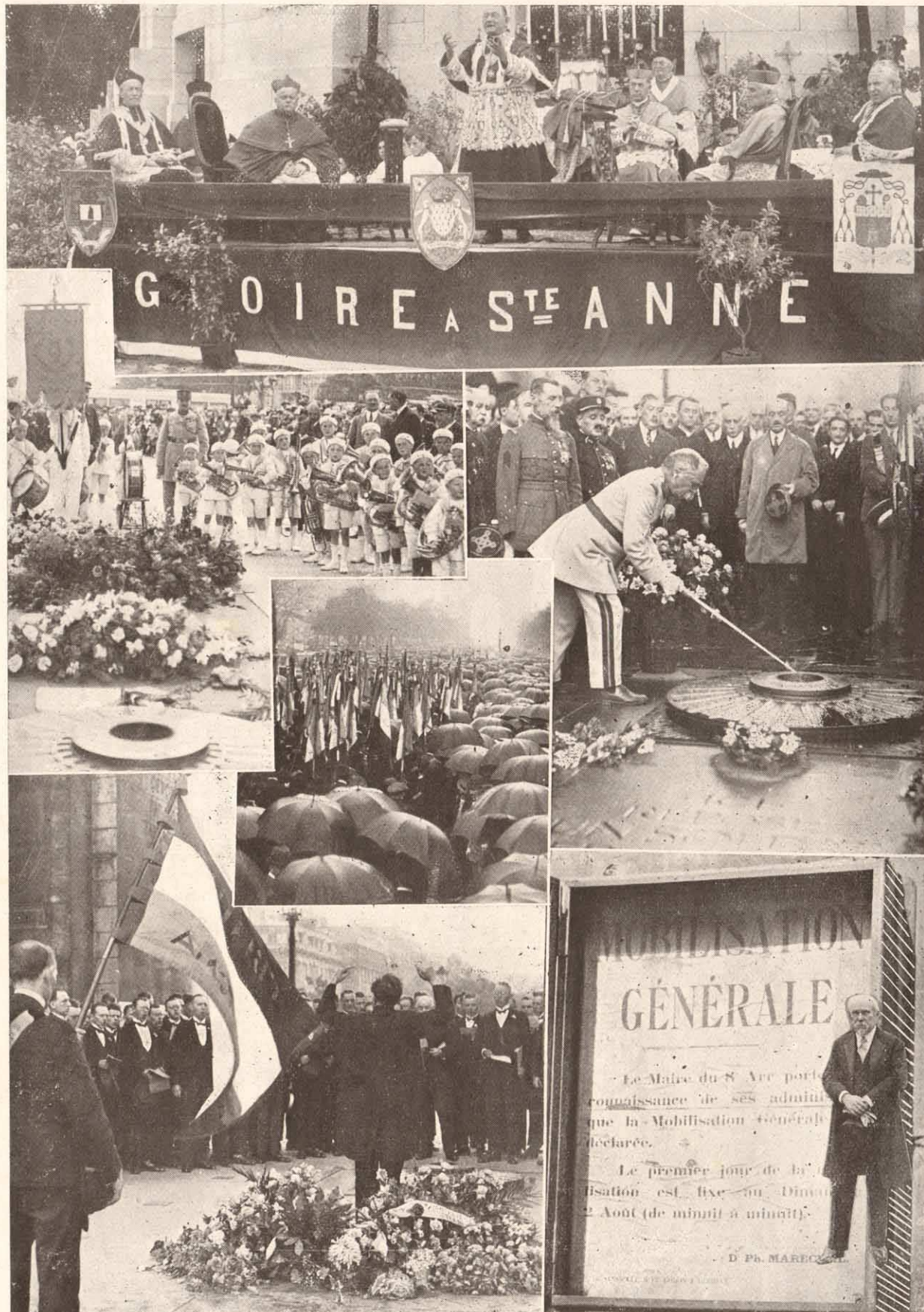
SOMMAIRE EDITORIAL : La campagne et la lutte contre le communisme en France, par « CLARTE ». — La défense de l'U. R. S. S. par le Prolétariat mondial, par Marcel FOURRIER. — La lutte des classes dans la révolution chinoise (IV), par VICTOR-SERGE. — Les bases de l'Impérialisme américain : Formation d'une aristocratie ouvrière (suite et fin), par B. D. WOLFE. — Marxisme et Fatalisme : Sur une tentative de revisionnisme de Max Eastman, par André ARIAT. — LES LIVRES : « Charles Chaplin », d'Henry Poulaille. — « La fausse mariée ou le moulin sur l'Oprane », de Maurice Parijanine. — « Prudence Hautechaume », de Marcel Jouhandeau. — « Si la Presse voulait », de Louis Merlet et Gaston Delon. — « La coopération de consommation dans l'U. R. S. S. », de N. Popoff. — « La coopération dans la marche au socialisme », de V. A. Tikhomirov. — LES REVUES, etc...



ABONNEMENTS

}	France.....	1 an : 35 fr.	6 mois : 20 fr.	3 mois : 12 fr.
	Etranger.....	1 an : 50 fr.	6 mois : 30 fr.	3 mois : 18 fr.

8, Boulevard de Vaugirard — Paris (15^e). — Chèque postal : 330-80.



Cérémonies et « outrages » — Gloire à Saint Anne! Cependant que se joue la farce sinistre de l'Arc de Triomphe. Gosses de patronages affublés de tambours et conduits par un général et un curé. Société de bigophone « gueulant » un hymne patriotique battu en mesure par ce dos à basques à fausse allure de Painlevé. Gâteaux à étoiles « ranimant la flamme ». Cortège de drapeaux tricolores et de parapluies — ces deux symboles de la bourgeoisie française — Et du coin de son affiche, celle d'hier, celle de DEMAIN, le sinistre Lorrain surveille son œuvre.

EDITORIAL

La campagne et la lutte contre le Communisme en France

Depuis longtemps, le pouvoir bourgeois n'avait pas ramassé ses forces contre les éléments révolutionnaires du pays. Particulièrement depuis la venue du bloc des gauches au pouvoir, depuis que le gouvernement Herriot avait cherché à satisfaire les exigences des masses en reconnaissant l'U. R. S. S., le parti communiste et les syndicats unitaires avaient vécu dans une large légalité. Le ministère d'Union nationale changea cela, et la première occasion lui vint lors de la guerre du Maroc. Radicaux et Républicains marchaient à fond derrière Painlevé. Les socialistes se taisaient. Seul le parti communiste se dressa nettement contre les entreprises impérialistes de la France, et soutint ouvertement les insurgés Rifains. La répression s'accusa immédiatement : de nombreux militants furent emprisonnés après le jugement de règle pour excitation de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste, et les journaux de droite et de gauche n'épargnèrent rien pour accabler les ennemis de la patrie. On doit reconnaître que malgré une action réelle des organisations révolutionnaires, le résultat atteint fut assez maigre. La grève du 12 octobre échoua comme mouvement de masse, mais montra à l'ensemble du pays qu'une large fraction des travailleurs n'entendaient pas aider le régime impérialiste, mais au contraire prétendait tirer avantage de chacune de ses aventures, c'est-à-dire mener effectivement la lutte de classe, non seulement sur le terrain corporatif et revendicatif, mais aussi sur le terrain politique. La bourgeoisie réagit donc assez vivement, et c'est pour leur action de cette époque que beaucoup de nos militants sont aujourd'hui emprisonnés. Ce fut, en réalité, la première épreuve que les organisations révolutionnaires eurent à subir en France, dont il fallait qu'elles tirent leçons et avantages. Effectivement les précédentes crises consécutives à la formation et à la concentration du parti communiste furent des crises d'ordre intérieur. Ces crises qui se succédèrent jusqu'en 1925 reflétaient bien à divers degrés la mentalité des couches ouvrières, ou les réactions des classes moyennes, etc..., c'est-à-dire que d'une manière générale, elles furent conditionnées par le regroupement de la bourgeoisie française et de la classe ouvrière après la guerre, mais elles ne constituaient pas le fruit de sérieuses expériences révolutionnaires, telles celles qui affectèrent, dès

1923, le p. c. allemand, ou précédemment le p. c. italien. Les organisations révolutionnaires françaises ont encore à mener la lutte sous cet angle. Les crises de chômage consécutives à l'introduction de la rationalisation en France, les revendications partielles de telles fractions de travailleurs, les affaires comme celles de Sacco et Vanzetti, les poursuites judiciaires instituées contre des militants syndicalistes ou communistes ne constituent que des expériences fragmentaires, sans la profondeur et l'acuité nécessaires à former dans la lutte la conduite bolchevik d'un parti de lutte de classe. La situation de la classe ouvrière en France, ainsi que celle de la petite bourgeoisie et de l'artisanat, quoi qu'elle ait toujours tendance à empirer et qu'elle fournisse la matière d'une lutte constante et acharnée contre le patronat, n'a pas encore fourni au parti de la lutte de classe les occasions décisives de fournir la preuve de son autorité et de ses capacités.

Or, il n'est pas de doute que l'impérialisme français fasse de grands efforts, efforts encouragés par les S. F. I. O. et radicaux de toute nuance, pour dissocier le mouvement ouvrier français de son centre politique qui est la 3^e Internationale. Le chauvinisme se poursuit jusque dans le choix des adversaires. La bourgeoisie consent à lutter contre le prolétariat de l'intérieur, ennemi qu'elle pense facilement vaincre, mais elle repousse haineusement toute « imixtion étrangère », c'est-à-dire qu'elle repousse avec une indignation grandiloquente les liens qui rattachent ce prolétariat français au prolétariat international, et particulièrement aux masses organisées de l'U. R. S. S. Sans doute, M. Poincaré pouvait traiter avec M. Isvolsky, mais les ouvriers français n'ont pas le droit de raffermir leurs rapports avec les ouvriers russes et leur parti dirigeant !

De là la tactique de la bourgeoisie que définit si bien l'attitude du Cabinet Poincaré-Barthou-Sarraut, à laquelle on ralliera Briand. Cette tactique consiste à rejeter la faute de l'action révolutionnaire du prolétariat français sur « Moscou », à viser le centre de la 3^e Internationale, l'U. R. S. S. tout entière, comme responsable, et à réduire ainsi, pensent-ils, la classe ouvrière française à l'impuissance, ou tout au moins à lui créer des difficultés auxquelles son parti communiste n'est pas habitué. Tel est évidemment le

sens de la campagne actuelle, menée par Sarraut et Barthou, avec la muette complicité des social-démocrates, contre le parti communiste et les syndicats unitaires. Insistons bien sur le fait que cette campagne vise la 3^e Internationale comme centre du mouvement révolutionnaire mondial et non directement l'U. R. S. S. Etat prolétarien. Il est très probable que les socialistes français, par exemple, défendraient, dans les limites parlementaires sans doute, l'U. R. S. S. et le gouvernement soviétique *s'il était réellement menacé d'une agression militaire directe* ; ce qui ne les empêche pas de souhaiter la chute de la dictature du prolétariat réalisée par le p. c. r. Cette distinction nous paraît juste et l'on verra qu'elle peut jouer un certain rôle dans les relations extérieures.

Toute la presse de droite et du centre en France soulignent ouvertement cette attitude. Les quotidiens bourgeois de grande information ne tarissent pas en injures imbéciles sur l'U.R.S.S. et le bolchevisme ; tout sert à cette campagne, le faux, la calomnie, la civilisation, etc..., de la même manière que cela a servi en 1914 contre l'Allemagne. Le jeu nationaliste se complique sans doute, mais son plan général ne varie pas. Le *Temps* se distingue particulièrement dans ses élucubrations journalières et comme nous l'avions souligné dans un précédent article, il fait mine, pour mieux atteindre son but, de grouper communistes et socialistes dans une même haine !

Un article pris entre cent nous renseignera. Le barrage du 15 septembre :

« Devant la poussée violente des éléments de désordre, devant l'insolence accrue des meneurs du communisme, le gouvernement a-t-il conçu, non pas seulement un plan de défense... mais un plan ferme de contre-attaque destiné à briser dans l'œuf toute manifestation contraire à la paix publique, toute offensive nouvelle d'une crapule sortie des bas-fonds de la cité ! »

Le rédacteur du *Temps* doit s'efforcer de faire croire à ses lecteurs que le communisme tente actuellement une poussée. Double but : faire les élections de 1928 à droite et réaliser le bloc contre l'U. R. S. S. ; c'est ainsi que ce sont les meneurs du communisme qui sont visés ; et « tout le monde sait » que ces meneurs ne sont pas en France. Suit un examen des moyens de défense envisagés. Les camions de policiers de M. Chiappe suffiront-ils ? Nullement, dit le *Temps* ; il faut frapper à la tête, très loin au besoin, et passer par-dessus les scrupules des « optimistes gagnés à une politique de tractations douteuses », sans quoi « le mal continue ses ravages ; la faiblesse de la répression est exploitée comme une victoire et les dirigeants de cette entreprise de

crime et de renversement de l'ordre établi sont prêts à lancer un nouveau signal d'attaque, du fond d'un poste de commandement décidément intangible. Le fait est là, qui confond le bon sens et touche à l'absurdité. Le débat, ou plutôt le combat, n'est qu'ajourné et l'adversaire ne se sent guère ébranlé dans ses œuvres vives par l'expulsion toute paternelle de quelques douzaines de mêtèques indésirables. »

C'est ainsi que le *Temps* dévoile sa position : La répression, les emprisonnements ne servent de rien tant que les chefs peuvent agir « du fond d'un poste de commandement décidément intangible ». Autrement dit : tant que la 3^e Internationale assure un centre sérieux d'appui aux communistes d'Occident, tant que le gouvernement soviétique s'accorde malignement avec le Comintern, « le combat n'est qu'ajourné » et « l'adversaire ne se sent guère ébranlé dans ses œuvres vives ». Conclusion : il faut atteindre ce centre du Comintern. Or, comme on ne peut pas se mêler des affaires intérieures d'un pays avec lequel on entretient des relations diplomatiques, il faut atteindre ce pays précisément sur le terrain diplomatique, c'est-à-dire qu'il faut incriminer les ambassades. Telle est la manœuvre politique recommandée par la bourgeoisie réactionnaire qui ne craint rien tant à l'heure actuelle que de voir la direction des affaires passer à nouveau aux mains de la petite bourgeoisie et compromettre le passager renouveau de l'impérialisme français. En poursuivant sa campagne contre les organisations révolutionnaires, son but direct est surtout d'ôter à la petite bourgeoisie progressiste ou social-démocrate l'envie de s'appuyer d'une manière quelconque sur les masses ouvrières. L'expérience Poincaré est à ce prix.

Certes, nous devons protester de toutes nos forces contre la répression qui atteint tant de nos camarades, et nous devons lutter sans trêve pour dévoiler aux grandes masses ouvrières les desseins de la bourgeoisie. En les mobilisant pour la sauvegarde de l'U. R. S. S., nous maintiendrons étroitement les liens qui nous rattachent à nos camarades russes et au prolétariat mondial. Mais nous devons bien nous rendre compte que dans la lutte que nous menons actuellement, nous n'entraînons pas encore assez d'ouvriers, de paysans, ou même d'intellectuels. La lutte que le gouvernement tente actuellement de localiser sur le terrain politique international pour ne pas s'aliéner l'ensemble de la population peut s'aggraver. Et nous aurons alors à soutenir, sur le terrain direct de la lutte de classe, les combats plus décisifs où se forge l'autorité d'un parti bolchevik.

CLARTE.

La Défense de l'U. R. S. S. par le Prolétariat mondial

Nous assistons depuis quelques mois à une offensive en règle contre le communisme. Et non pas seulement en France où la bourgeoisie conservatrice et même libérale s'efforce de grossir démesurément les monidres incidents de rues ou de casernes pour les transformer en attentats prémédités contre « l'ordre établi », mais encore dans tous les pays capitalistes ou dépendants, où se prépare une vaste campagne qui vise avant tout, à travers ses partis nationaux à atteindre la III^e Internationale.

A cet égard, il nous faut considérer avec une attention redoublée les événements mondiaux en apparence sans liens entre eux, mais qui doivent être considérés sous le même aspect de la lutte générale (qui évolue vers le point critique : le dénouement armé) du vieux monde capitaliste et du socialisme dans sa première représentation vivante l'U. R. S. S. Qu'il s'agisse donc sous l'égide de l'Angleterre d'une politique diplomatique de rupture avec le gouvernement des soviets, en Europe ; ou d'une lutte d'influence pour stabiliser en Orient le cours des révolutions nationales et pousser les bourgeoisies nationales à peine sorties du joug impérialiste dans le camp de la contre-révolution, il se manifeste dans le monde une politique étroitement déterminée par les réalités sans cesse grandissantes de la lutte des classes.

De plus en plus il s'agit bien d'une question de pouvoir devant assurer le triomphe de l'un ou de l'autre de ces deux principes de civilisation dont l'un, périssant mais non encore mort, repose sur la propriété privée et l'autre sur la propriété collective ; dont l'un proclame l'égalité de l'exploiteur et de l'exploité, la liberté pour l'exploiteur capitaliste d'exploiter le travailleur salarié etc... et dont l'autre ne reconnaît d'autre égalité et d'autre liberté qu'en dehors de l'existence des classes et qui vise à réaliser la véritable démocratie par la suppression des classes.

« La signification historique et mondiale de la III^e Internationale, écrivait Lénine, consiste en ce qu'elle a conféré la vie au plus important mot d'ordre de Marx, au principe qui résume le bilan du développement séculaire du socialisme et du mouvement ouvrier, au mot d'ordre que définit la notion de dictature prolétarienne... Une nouvelle époque de l'histoire contemporaine commence. » — La III^e Internationale et sa place dans l'Histoire — (avril 1919).

En réalité la ligne politique générale des Etats capitalistes à l'égard de l'Etat prolétarien russe n'a jamais changé. Depuis octobre 1917 le capitalisme est en guerre contre les soviets. Ceux qui ont cru que les moyens diplomatiques pouvaient atténuer la virulence du conflit qui oppose les Etats capitalistes au pouvoir des soviets, ceux qui ont pensé que pouvait coexister dans le même monde la dictature bourgeoise et la dictature prolétarienne, ceux-là non seulement n'ont rien compris et ne comprendront jamais rien au marxisme, mais encore ils font pratiquement la besogne de la bourgeoisie en endormant avec leurs sonnettes pacifistes le prolétariat, ce qui permet aux Etats capitalistes de préparer l'écrasement de l'Etat prolétarien. Depuis octobre 1917, la guerre est virtuellement ouverte entre les républiques soviétiques — dont certaines en Hongrie en Bavière etc., ont pu être écrasées immédiatement — et les Etats capitalistes.

Certes l'U. R. S. S. a résisté victorieusement, elle, aux premières offensives (1918-1919-1920). Certes l'U. R. S. S. a pu conclure, dans la suite, avec certains Etats capitalistes, des accords commerciaux ; entretenir des relations diplomatiques « courtoises » avec certains gouvernements bourgeois, bref faire des compromis — passagers et incertains affirmons-nous.

Mais qu'est-ce que cela pouvait signifier ? Cela signifiait que dans l'Europe d'après guerre les antagonismes entre Etats et groupes d'Etats impérialistes ; les rapports établis entre vainqueurs et vaincus par le traité de Versailles poussaient certains Etats capitalistes à rechercher à la faveur d'un compromis avec l'U. R. S. S. un contrepoids diplomatique à une situation économique et politique extrêmement amoindrie.

Le traité de Rapallo par exemple entre l'Allemagne et l'U. R. S. S., peut être considéré comme le premier pas en avant de l'impérialisme allemand après son écrasement, par et au profit des impérialismes français et anglais.

De son côté l'U. R. S. S. qui instaurait la NEP, trouvait par de tel accords une tranquillité relative extérieure qui lui permettait d'envisager la construction du socialisme. Mais cette tranquillité relative, n'était acquise que parce que les Etats capitalistes européens engagés eux-mêmes dans une lutte sévère pour surmonter leurs difficultés intérieures consécutives à la guerre, se trouvaient en quelque sorte obligés d'observer vis-à-vis de l'Etat prolétarien, entouré de la sympathie générale des masses ouvrières

et paysannes, une politique non immédiatement agressive, politique qui permettait à ces Etats capitalistes de rasseoir à l'intérieur sur des bases solides, leur appareil de dictature singulièrement ébranlé par les années de la guerre ; et pour certains de rétablir à l'extérieur leurs positions d'avant-guerre. La France, l'Italie, l'Angleterre, l'Allemagne, etc... purent ainsi écraser les mouvements révolutionnaires de leur propre classe ouvrière tout en reconnaissant diplomatiquement les soviets ; l'Italie fasciste et surtout l'Allemagne, réactionnaire, trouvèrent dans leurs concessions économiques et dans leurs accords avec l'Etat prolétarien, la possibilité d'un raffermissement de leur régime intérieur. Chaque compromis avec un Etat capitaliste, compromis indispensable pourtant à l'existence économique de l'U. R. S. S. représentait un pas en arrière de la révolution mondiale. L'état arriéré de l'économie russe obligeant, dès le lendemain de l'établissement de la dictature du prolétariat, l'Etat prolétarien à faire la N. E. P., à donner des concessions, à admettre pour certains trusts capitalistes des exceptions particulièrement graves au monopole du commerce extérieur (1) etc..., a retardé incontestablement l'évolution de la révolution mondiale. A ce point de vue on ne peut qu'admirer l'admirable clairvoyance de Lénine prévoyant dès après la révolution de 1905 « qu'il serait plus facile aux russes qu'aux prolétaires des pays avancés de commencer la révolution prolétarienne, mais qu'il leur sera beaucoup plus difficile de la continuer et de la conduire à bonne fin. » (2)... Idée sur laquelle il revint souvent par la suite.

**

Ce qui veut dire exactement que théoriquement si le capitalisme mourant et le communisme naissant sont séparés par une certaine période de transition, cette période est forcément une période de luttes acharnées pour la vie ou pour la mort, au cours de laquelle aucune forme non seulement de conciliation, mais encore d'atténuation de lutte entre les classes antagonistes n'est possible.

Or, du fait de l'existence de l'U. R. S. S. et de la

(1) Louzon dans la « Révolution prolétarienne » cite comme dérogation au principe absolu du monopole du commerce extérieur, (hors lequel la dictature du prolétariat s'affaiblit singulièrement) les conventions récentes conclues entre le gouvernement des soviets et les trusts : **Lena Goldfields** exportant librement 25 % de l'or extrait de ses concessions sibériennes, **Harriman** exportant librement la totalité du manganèse tiré de ses concessions du Caucase et **Krupp**, exportant librement le blé et la laine, produits de ses importantes concessions agricoles d'U. R. S. S.

(2) Nous citons les termes mêmes d'un article de Lénine paru dans le n° 1, de l'Internationale communiste (1^{er} mai 1919).

III^e Internationale dont « la signification historique et mondiale » est « de donner vie » à « la notion de

dictature prolétarienne », la lutte des classes se présente dans l'économique et dans la politique mondiale sous un double aspect national (lutte dans le cadre de la nation pour la dictature), et internationale (lutte entre les Etats à forme capitaliste et l'Etat prolétarien.)

L'existence politique seule de l'U.R.S.S., en faisant même abstraction de sa marche vers le socialisme ; le seul fait que l'appareil d'Etat se trouve entre les mains de la classe ouvrière russe, est un danger permanent pour tous les Etats capitalistes qui, en dépit de tous leurs mensonges, de toutes leurs réformes, ou de toute leur sauvagerie (simple différence de tactique en regard de la petite bourgeoisie, des « usages » politiques du pays intéressé ainsi que des circonstances de la lutte) sont impuissants à détourner leurs classes ouvrières, si corrompues soient-elles, de l'Union soviétique.

La question de la destruction par la force de l'U. R. S. S. se trouve donc posée par les conditions d'existence du régime capitaliste et la phase guerrière du conflit se rapproche.

Les circonstances sont-elles actuellement favorables pour les Etats capitalistes en vue de déclencher l'offensive contre l'U. R. S. S. ?

Pour répondre à cette question il faut tenir compte des principaux facteurs suivants.

1^o Y a-t-il une stabilisation suffisante du capitalisme ?

2^o Les antagonismes entre Etats impérialistes permettent-ils la réalisation d'un front unique anti-soviétique ?

3^o Les forces ouvrières — en U. R. S. S. et en dehors de l'U. R. S. S. — sont-elles assez divisées pour permettre à la bourgeoisie de prendre internationalement l'offensive contre l'Etat prolétarien affaibli ?

4^o Les alliés possibles de l'U. R. S. S. dans une lutte contre les Etats impérialistes (peuples coloniaux et semi-coloniaux) sont-ils disposés ou en état d'intervenir ?

Il importe de poser nettement ces différentes interrogations. Où en est la stabilisation des Etats capitalistes à la fin de l'année 1927 ? ou en sont les principaux conflits impérialistes, en Europe et dans le monde ? Même l'Angleterre ne peut songer à faire la guerre à l'U. R. S. S. pour son propre compte. La guerre contre l'U. R. S. S. ne peut être menée par les Etats capitalistes, avec quelques chances de succès que dans une Europe pacifiée et pacifique (au sens capitaliste bien entendu).

Or, les contradictions inter-impérialistes peuvent-elles être surmontées ? Le capitalisme est-il encore assez vigoureux en Europe pour réaliser un front unique effectif contre l'U. R. S. S. ? Et pourtant de quelque façon que la question se pose, le capitalisme est acculé à cette guerre contre l'U. R. S. S. — si l'U. R. S. S. se maintient bien entendu Etat prolétarien ce qui pré-suppose que la dictature du prolétariat y subsiste. On comprend dès lors, que les Etats capitalistes tentent

par tous les moyens d'abattre à l'intérieur de l'U. R. S. S. la dictature du prolétariat et que le maintien de cette dictature (seule assurance que la défense de l'U. R. S. S. sera la défense non d'un pays mais d'une classe, et que le prolétariat du monde entier participera à cette défense) soit la préoccupation la plus essentielle des chefs révolutionnaires conscients.

La politique européenne de l'Angleterre, vise évidemment à l'écrasement des soviets. Mais elle vise aussi au maintien d'une certaine division de l'Europe, favorable à l'hégémonie britannique. La constitution d'un front unique antisoviétique ne saurait lui faire oublier ses rivaux économiques sur le continent. Même en vue d'un pacte contre l'U. R. S. S., l'Angleterre hésitera à se lier les mains aussi bien envers la France qu'envers l'Allemagne. Mais en prenant la tête de la « croisade antisoviétique » en rompant les premiers les relations diplomatiques avec l'U. R. S. S., les conservateurs anglais appuyés par les libéraux et par les leaders travaillistes, donnent le ton à la réaction mondiale. La thèse de la rupture a trouvé depuis de nombreux partisans dans la bourgeoisie française et allemande, depuis l'entrée de l'Allemagne à la Société des Nations et le pacte de Locarno, contre-partie de Rapallo.

C'est ici qu'apparaît le rôle de la Société des Nations, dans la préparation de la phase armée de la guerre contre l'U. R. S. S. La Société des Nations derrière son pacifisme grandiloquent ; la Société des Nations, cette idole des petits bourgeois européens, il convient de la dénoncer plus fort que jamais comme le vrai foyer de la contre-révolution, comme le nœud de toutes les intrigues européennes contre l'U. R. S. S. comme l'ennemi le plus hypocrite et le plus dangereux du prolétariat mondial.

La Société des Nations au nom de la Paix prépare l'agression contre l'U. R. S. S.

Faut-il rappeler que déjà en 1919, la bourgeoisie n'envisageait une « paix durable » que par la liquidation des soviets ; que le *Temps* écrivait alors :

« La Société des Nations et le gouvernement bolcheviste sont deux institutions qui ne peuvent pas vivre ensemble. Qui veut une paix qui dure ? Qu'on occupe Pétrograd. »

Et aujourd'hui tandis qu'en termes bouffons, les représentants des nations de proie européennes jurent de « mettre la guerre hors la loi », certains proposent de « saisir » cette même S. D. N. des « menées

(3) Significatif dans l'espèce, l'article que Bardoux vient de consacrer dans le *Temps* (5 sept.) à cette question. Nous croyons devoir reproduire le passage :

« Il est entendu « qu'une frontière de papier est sacrée, intangible ». Il est reconnu qu'une atmosphère de guerre est plus dangereuse encore que des causes matérielles de guerre ». Or, voici un gouvernement qui considère les « frontières de papier » purement et simplement comme inexistantes. Il n'admet pas que cette

bolchevistes dans le monde » et de déterminer des sanctions contre l'U. R. S. S. qui prépare la guerre ! (3)

Car il est évident — et cela apparaît à l'Angleterre sous un jour plus éclatant encore — que toute guerre impérialiste, même toute expédition coloniale, devient cent fois plus difficile à machiner, et à conduire du seul fait de l'existence de l'U.R.S.S. ; que la présence de l'Etat prolétarien armé, veillant aux frontières de la guerre impérialiste, devient une menace extrêmement grave pour tout Etat capitaliste belligérant vainqueur ou vaincu, car tout prolétaire enrôlé dans l'armée bourgeoise, tout soldat de n'importe quelle armée capitaliste, deviendra alors un soldat rouge en puissance.

Pour pouvoir se battre en paix, les capitalistes ont un intérêt primordial à écraser l'U. R. S. S.

**

Dans ce conflit qui n'a jamais cessé entre Etats capitalistes et l'U. R. S. S., dans la phase guerrière de se conflit qui se rapproche inéluctablement, la victoire définitive du prolétariat ou la consolidation du régime capitaliste ne seront acquies qu'en proportion directe de l'acuité et de la profondeur de la phase guerrière de la lutte des classes dans le monde entier.

En présence des mesures de guerre contre l'U. R. S. S. le salut de la III^e Internationale est de conserver la confiance inébranlable des masses.

Le seul rempart de l'U. R. S. S. c'est le prolétariat mondial. Lui seul en rendant l'U. R. S. S. invulnérable assurera le triomphe définitif de la révolution mondiale.

Marcel FOURRIER.

ligne géographique encercle ses pouvoirs et limite ses activités. Un organisme gouvernemental, alimenté par le Trésor et contrôlé par des ministres, dirige, à l'intérieur de l'Etat français, un parti politique, donne des directives, prescrit des manifestations, distribue des blâmes et des félicitations, fournit des subsides et des tracts. Autour de l'ambassade, des services annexes, qui ont pullulé comme des champignons vénéreux, ne sont que des centres de propagande et d'espionnage. Un seul objectif : créer cette « atmosphère de guerre qui est plus dangereuse encore que des causes matérielles de guerre ». Atmosphère de guerre internationale : certes. Et pour cela multiplier les incidents entre Français et étrangers. Hier, des Anglais ou des Rifains ; aujourd'hui, des Américains ; demain, des Allemands ou des Italiens. Toujours et partout, dissocier et envenimer. Atmosphère de guerre civile, surtout. Formation de troupes de choc et d'application d'une tactique d'émeutes...

« Mais alors, puisqu'il s'agit d'une violation formelle, non seulement des textes officiels du droit nouveau, mais encore des maximes élémentaires du droit ancien ; puisqu'il existe « une haute instance politique et juridique », pourquoi ne pas la saisir officiellement ? »

Evidemment, ce serait tellement plus simple de faire déclarer la guerre à l'U. R. S. S. par la Société des Nations elle-même !

La lutte des classes dans la Révolution chinoise

IV

EPILOGUE D'UNE EXPERIENCE D'UNION SACREE

« La révolution chinoise, écrivais-je dans un article précédent sera celle des ouvriers et des paysans ou ne vaincra pas », car « il ne peut plus y avoir à notre époque dans les grands pays coloniaux économiquement développés (Chine, Inde, Egypte) de révolution bourgeoise au sens classique de ce mot ; la révolution bourgeoise doit y être dépassée ou demeurer inachevée ». Je ne m'attendais pas à voir les événements donner en si peu de temps, à des formules marxistes aussi générales, une confirmation aussi littérale. Le prolétariat chinois est, à cette heure, vaincu, et l'échec de la révolution (même bourgeoise) est un fait.

Dès le coup de force de Tchang-Kai-Shek (mi-avril), il apparaît que les succès militaires des sudistes sont finis. En tirant dans le dos des prolétaires de Shanghai, la bourgeoisie chinoise s'est peu près réduite à l'impuissance. Car la guerre est une suite de la politique ; la guerre nationale anti-impérialiste doit avoir pour point de départ une politique d'affranchissement des classes opprimées. On ne peut pas lui donner pour base, à l'intérieur, la réaction. Généraux et politiciens pourront, en vue de « prendre Pékin », tramer les intrigues les plus laborieuses. Shek a poignardé la révolution. Ses armées ne devaient leurs victoires qu'aux ouvriers et aux paysans. En conflit avec les travailleurs, elles ne pourront plus que garder peut-être, à grand-peine, les positions conquises. Les sudistes ne peuvent pas marcher sur Pékin avec des troupes devenues réactionnaires aux yeux des populations pauvres, vouées à l'impopularité, et qui laisseraient derrière elles, un pays en fermentation, livré à la répression, aux soulèvements, aux actions clandestines.

Le gouvernement de Wou-Han (Hankéou) — deux ministres communistes — pourrait encore, il est vrai, sauver la situation, par l'appel aux masses, en réprimant la contre-révolution de Shanghai. Possibilité purement théorique. Ce gouvernement est, en réalité, celui d'une petite bourgeoisie radicale, très influencée depuis toujours par la bourgeoisie, très désireuse d'un compromis avec les impérialistes étrangers, très hostile aux masses qu'elle n'a jamais cessé de brimer. Le coup de Shek lui paraît surtout prématuré ; une sorte de division du travail s'institue entre Wou-Han et Nankin. Ici on coupe les têtes des communistes ; là on se prépare à les couper. Prolétaires et paysans sont trop puissants, dans le Hou-

Nan et les régions avoisinant Hankéou pour que l'on puisse rompre tout de suite avec eux. Tchang-Kai-Shek leur a vendu la mèche. Ne vont-ils pas se défendre, prendre l'offensive ? Les chefs du Kuomintang tremblent. Mais, les prolétaires n'ont pas de vrais chefs révolutionnaires, pas de cadres capables de les conduire à la guerre civile. Leur parti s'est fourvoyé. Jusqu'au tout dernier moment les dirigeants du parti communiste et des syndicats tergiversent. Les uns et les autres craignent par-dessus tout « les erreurs d'extrême-gauche », et de rompre avec la petite-bourgeoisie, dont ils ne comprennent pas le rôle équivoque. Ils ont le fétichisme du Kuomintang qui n'est plus qu'un guet-apens.

Les radicaux de la « gauche » du Kuomintang, Ouan-tin-Ouei, Sun-Fo, d'autres, cèdent à la mi-août, à une multiple pression. Il y a les canons des flottes impérialistes ancrées dans le Yang-Tsé-Kiang ; la révolution paysanne qui monte dans les contrées voisines ; l'effervescence de la classe ouvrière et la nouvelle orientation exigée du parti communiste par la III^e Internationale ; il y a enfin l'exemple impérieux de Nankin. Les « démocrates révolutionnaires » de Wou-Han font peu à peu en usant d'une technique que nous ferions bien de retenir, leur coup d'Etat. Ils déclenchent d'abord une campagne de presse contre le marxisme, non sans priver, naturellement, les communistes, leurs camarades de parti dans le Kuomintang, de tout droit de réponse... Grande « discussion » dans le K. M. T. (discussion ; cela veut dire que les dirigeants officiels parlent seuls...). Le caractère pernicieux du communisme est démontré à l'aide d'innombrables citations de Sun-Yat-Sen, de... Dostoïevsky, de Bakounine et même de Lénine (contre le « gauchisme »!!!) Ecoutons un témoin (1) : Ouan-tin-Ouei, et ses compères « tout en maudissant les mauvais bergers prolétaires, proclament leur inébranlable fidélité aux masses ouvrières et paysannes... Les clameurs des radicaux couvrent le coup de force réactionnaire. Tandis que des meetings et des manifestations réclament à grands cris une campagne immédiate contre le traître Tchang-Kai-Shek, les généraux font leur besogne en silence. Les troupes du général Ho-Tchei, fameuses pour avoir réprimé le mouvement paysan à Tchan-Cha, occupent sans bruit les locaux des organisations ouvrières. Les ouvriers, se gardant

(1) D. Zasslavski, correspondant des « Izvestia », à Hankéou. Dépêche du 22 août.

bien de répondre aux provocations, quittent non moins silencieusement la scène. Les locaux des syndicats se vident, les militants actifs passent à l'illégalité. Les leaders du Kuomintang hésitent jusqu'à la dernière minute ; ils redoutent la rupture (avec les communistes), mais ne sont plus que des pantins entre les mains des chefs militaires. La solution définitive (l'exclusion des communistes) formellement remise jusqu'à la conférence du Kuomintang est déjà appliquée. Il a fait ces jours-ci une chaleur accablante ; l'atmosphère politique est plus accablante encore... » On n'a pas de peine à le croire. La tactique d'union sacrée avec la bourgeoisie nationaliste aboutissait à cet étranglement. Et la réaction se démasque : les têtes des communistes d'autant plus faciles à traquer qu'ils étaient recensés, catalogués, numérotés, dans le parti politique de leurs ennemis, vont tomber par centaines. Mais ce qu'on a peine à se figurer c'est le degré que doit atteindre, dans l'esprit des masses, la confusion. Les pires réactionnaires usent de la phraséologie la plus révolutionnaire ; Sun-Yat-Sen et Lénine hier nécessaires l'un à l'autre se révèlent aujourd'hui incompatibles ; hier ministres les communistes sont aujourd'hui hors la loi ; ils proclament leur fidélité au Kuomintang et le Kuomintang les assassine... Affreuse bataille dans les ténèbres.

Le Parti communiste annonce enfin vers le quinze juillet, la démission de ses membres du gouvernement national et dénonce l'attitude contre-révolutionnaire des dirigeants du K. M. T. Quelques jours après les bourreaux font la lumière. Ho-Tchien fait exécuter une centaine de communistes et mitrailler une manifestation.

Epilogue de bien des fautes. Le manifeste du Comité Central du Kuomintang annonçant l'exclusion des communistes renferme ces lignes : « Après les événements du Hou-Nan, les communistes reconnurent eux-mêmes que l'action des paysans avait été erronée et prématurée ; ils consentirent même à ce qu'on la limitât. » Le fait est que, dans un document daté du 23 mai, le P. C. avait blâmé les « actions irréfléchies des paysans ». Mais une simple énumération de dates et de faits, révélant ce que fut toujours le gouvernement de Wou-Han (Hankéou) montrera combien la politique de soutien pratiquée à son égard par nos camarades chinois était profondément erronée :

13 mai. Le gouvernement de Wou-Han publie un édit sur la protection des temples bouddhiques (ces temples servant fréquemment de lieux de réunion aux organisations ouvrières, l'édit vise en réalité celles-ci). — 14 mai. Le gouvernement interdit toutes les confiscations et les réquisitions « arbitraires » des biens ; la justice ne doit être rendue que par les autorités régulières (cette mesure vise évidemment les paysans insurgés qui ne peuvent, certes, tenir compte des formes légales). — 17. Le gouverne-

ment ordonne l'élargissement de deux industriels contre-révolutionnaires de Hanyan, arrêtés par le Comité local du Kuomintang et prescrit la restitution de leurs biens confisqués. — 19. Le C. C. du K. M. T. prescrit aux ouvriers et aux patrons de collaborer dans l'intérêt de la nation et déclare que l'activité des syndicats doit être limitée. — 20. Le ministre communiste de l'Agriculture Tang-Pin-San, entre en fonctions. Même jour : Message du C. C. du K. M. T. aux membres du parti condamnant une fois de plus les attentats à la propriété. — 21. Coup de force réactionnaire de Tchan-Cha. (Une coterie militaire disposant de 1.500 baïonnettes à peine prend le pouvoir dans la capitale du Hou-Nan, vaste province où triomphe la révolution paysanne. Les fortes organisations des masses laborieuses bureaucratiques et tenues en laisse par le Kuomintang n'offrent presque pas de résistance. Le Parti communiste « somme » le K. M. T. d'intervenir avec énergie. Le K. M. T. s'essaie à « aplanir le conflit » en « réorganisant » les organisations populaires de Tchan-Cha.). — 23. Le général Tan-Yen-Shi se déclare partisan de la collaboration avec les communistes. — 24. Le gouvernement déclare inviolable les propriétés des officiers des armées nationales (c'est transformer ces armées en refuges légaux de propriétaires fonciers). — 26. Le ministre communiste de l'agriculture dénonce dans un manifeste les « maladies infantiles de gauche » (sic) du mouvement paysan qu'il invite à la modération. — 30. Le ministre communiste du travail entre en fonctions (2). — 1^{er} juin. Le C. C. du Kuomintang restreint l'activité des services politiques de l'armée (mesure visant la propagande communiste).

Les gouvernants de Hankéou avaient, on le voit, en dépit de leurs perpétuelles hésitations une ligne de conduite qui consistait à freiner la révolution agraire et le mouvement ouvrier. Etait-il possible de les contraindre à adopter une attitude révolutionnaire ? Peut-être ; mais par la force. Et il aurait fallu tout d'abord n'en être point dupe.

(2) Le même jour, 30 mai, la VIII^e session du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste siégeant à Moscou adoptait une résolution sur la question chinoise, dans laquelle il était notamment dit : « VI. Le C. E. de l'I. C. juge erronée le point de vue de ceux qui sous-estiment le gouvernement de Hankéou et nient sa réalité, son grand rôle révolutionnaire. Le gouvernement de Hankéou et les chefs du Kuomintang de gauche représentent, par leur composition de classe, non seulement des paysans, des ouvriers et des artisans, mais aussi une partie de la bourgeoisie moyenne ; c'est pourquoi ce gouvernement qui est celui de la gauche du Kuomintang n'est pas encore la dictature du prolétariat et des paysans, mais il est sur la route de cette dictature... » (II) même effectivement une lutte révolutionnaire contre les impérialistes, les féodaux et aussi, maintenant, contre une importante partie de la bourgeoisie de son propre pays. » (Cahiers du Bolchévisme, numéro 75 du 25 juin 1927, p. 749.)

ECHEC DE LA REVOLUTION NATIONALE

La comédie est finie, le drame suit son cours. Répression sauvage dans les campagnes. Arrestations, exécutions, assassinats dans les villes. Les communistes hors la loi, les syndicats dissous, des formations fascistes maîtresses de la rue. Le gouvernement d'un grand parti national qui affectait encore à la mi-juillet de représenter la révolution anti-impérialiste ne représente plus que la contre-révolution bourgeoise alliée naturelle des impérialistes... Les prolétaires et les paysans sont vaincus ; la révolution nationale (bourgeoise) aussi.

Il n'est plus question de réaliser l'unité de la Chine. Les armées des mercenaires ne peuvent rien, en effet, sans le concours des ruraux et les Piques-Rouges ne manqueraient pas de traiter les auteurs de massacres du Hou-Nan comme ils ont traité l'an dernier, dans le Ho-Nan la « II^e armée populaire » et Ou-Pei-Fou. Le travail forcé ne rendra pas dans les arsenaux ; le travail forcé sur les voies ferrées n'améliorera pas les communications. La disette sévit à Hankéou ; les campagnes incendiées ravitaillent mal. La petite-bourgeoisie des villes paraît triompher dans cette débâcle avec la démission de Tchang-Kai-Shek, dont la politique trop rectiligne, trop nette, trop tôt démasquée n'est pas défendable aux yeux des intellectuels radicaux et à plus forte raison des masses hésitantes (3). Mais entrée dans les voies de la contre-révolution, ne pouvant plus compter sur les forces populaires, elle ne pourra trouver d'autre solution à ses difficultés que celle — classique — du bonapartisme (4) (pour s'inféoder du reste après quelques pénibles délais à la grande bourgeoisie). Nous voici, pour l'heure, revenus, sous une forme légèrement modifiée à la guerre des Toukiouns, c'est-à-dire des généraux gouvernant en autocrates les provinces courbées sous leurs sabres : Feng-Yung-Siang au nord du Yang-tsé, Li-Tchou-Jen successeurs de Shek à Shanghai, Tan-Yen-Shi dans la région de Wou-Han, Ho-Tché à Hankéou, Li-Ti-Sin à Canton. J'en passe. La « haute politique » se ramène aux intrigues, ententes, mésententes de cette haute galonaille. Retour à l'anarchie militaire.

Le dollar, la livre sterling et le yen nippon recouvrent du coup de beaux champs d'action. Si même les politiciens réconciliés de Wou-Han et Nankin réussissaient à conférer un semblant d'unité à ce

(3) « Tchang-Kai-Shek, écrivai-je dans le numéro 9 de *Clarté*, durera quelques semaines ou quelques mois ; le courant l'emportera. » L'homme du coup d'Etat de Shanghai ne reviendra évidemment sur la scène que si la réaction réussit à s'affermir.

(4) « Le bonapartisme est une forme de gouvernement qui naît des intentions contre-révolutionnaires de la bourgeoisie parmi les transformations et la révolution démocratiques », écrivait Lénine le 19 août 1917.

ramassis de généraux, comment s'imposeraient-ils désormais au respect des impérialistes étrangers ? L'Angleterre abandonnait, l'an dernier, sa concession de Hankéou aux masses populaires. Elle vient de traiter les autorités nationales de Shanghai avec le plus brutal mépris (incident du 17-18 août ; un avion anglais tombé en territoire chinois ayant été retenu pendant quelques heures, le général Duncan occupe un nœud de voie ferrée, adresse un ultimatum aux Chinois et obtient satisfaction complète...)

Bilan : Une armée insurgée s'achemine vers le Kouan-Toung. Des bombes éclatent à Canton. Les excès de la terreur blanche ont été tels à Shanghai qu'ils ont discrédité Shek aux yeux mêmes de ses amis politiques. A la veille de démissionner (le 13 août), Tchang-Kai-Shek déplorait dans son organe officiel le « Ho-Min », le grand nombre des exécutions sommaires commises par ses généraux qui, disait-il textuellement, « ne semblent pas se rendre compte du sérieux des condamnations capitales » (!)

« Tous les verdicts de mort, ordonnait-il, doivent être dorénavant soumis à l'état-major avant (!) d'être exécutés. » Sur la situation à Hankéou le correspondant de la « Pravda » demeuré sur place, A. Ivine, donne les détails suivants : Toutes les organisations ouvrières sont dissoutes. On détruit dans les librairies et les bibliothèques les livres entachés de communisme. « La peur des troubles que la répression et l'intolérable crise économique et financière pourraient provoquer, oblige le gouvernement à recourir aux rigueurs de l'état de siège. La baisse catastrophique du papier monnaie, la disette, le désarmement par la force de certaines troupes cantonnées à proximité de la ville et, pour comble, l'épidémie de choléra, ont pour conséquence la fuite panique des habitants... Les stocks de riz se sont épuisés avant-hier. Des attroupements ont été dispersés par la force... Le compromis avec les généraux de Nankin doit avoir pour effet la levée du blocus de Hankéou. » (17 août, « Pravda » du 18.)

Autres aspects de la situation. Le « North China Courier » écrit (13 ou 14 août) : « A Outchang, les communistes sont arrêtés et exécutés en masse. Nombreux sont les étudiants et même les commerçants arrêtés. On les décapite, on fusille, séance tenante. » Des commissions d'épuration du Kuomintang opèrent partout ; de nouveaux syndicats placés sous le contrôle de la police et de la « section ouvrière » du K. M. T. sont formés...

« Les groupements ouvriers et paysans du Hou-Nan sont complètement détruits. Ceux des chefs qui n'ont pu prendre la fuite ont été tués, enterrés vifs, brûlés dans l'huile bouillante ou mutilés. » (Joui-Fou-San, « China Weekly Review », août.)

Constatons une fois de plus qu'une révolution manquée coûte plus cher aux travailleurs qu'une révolution victorieuse...

Cette Chine divisée et ensanglantée retombe à la merci de l'étranger. A-t-elle des perspectives d'affermissement ?

La question agraire n'est pas susceptible d'une solution par le coupe-tête. L'extrême morcellement de la propriété et l'extrême misère de la masse des ruraux rendent difficile une réforme agraire qui tenterait, comme celle de Stolypine dans la Russie de 1906-7 de constituer une classe de paysans riches, intéressée au maintien de l'ordre. Il faudrait, pour l'essayer, un Etat fort et centralisé que le Kuomintang, pris entre la haine des masses laborieuses et l'hostilité des impérialistes ne réussira pas à constituer de sitôt. J'ai montré précédemment (« Clarté » N° 9) pourquoi il n'y a pas de place en Chine, pour une solution réformiste de la question ouvrière.

LE SOULEVEMENT DE NANCHANG

Le soulèvement de Nanchang marquera-t-il un nouveau point de départ du mouvement révolutionnaire ? Ce n'est pas impossible. Il révèle en tout cas combien étaient fortes les positions des communistes, combien eussent été grandes les possibilités d'une action fondée sur la lutte de classe (on se souvient Tchang-Kai-Shek dut, avant le coup de Shanghai, procéder à un regroupement de troupes : il en avait de douteuses. On sait qu'il dut, son coup fait, désarmer des divisions entières). A Nanchang, dans le Kiangsi, à 300 km. environ au sud de Wou-Han, deux armées, fortes au total de près de 20.000 hommes, la 23^e commandée par Ho-Loun et la 24^e commandée par Yé-Tin apprenant, à la fin de juillet, le triomphe de la contre-révolution à Wou-Han, se soulevaient. Les communistes y accouraient de toutes parts. Des rivalités de généraux semblent avoir empêché le Kuomintang de prendre contre ces rebelles une prompt offensive. Aux dernières nouvelles, les troupes révolutionnaires, à la tête desquelles se trouverait un Comité dont feraient partie plusieurs communistes connus (mentionnons les ministres démissionnaires Tang-Pin-San et Shou-Tché-Ghin) se rapprochaient, après une habile retraite, des frontières du Kouang-Toung. Leur dessein semble être de menacer Canton. Réussiront-elles à s'emparer pour en refaire la capitale rouge ? Dans le Hou-Nan, le Tsian-Si, le Houpe, le Kouang-Toung, le mouvement paysan n'est ni vaincu, ni susceptible de l'être de façon définitive. Les cheminots de la voie Kiou-Kiang (sur le Yang-tsé) — Nanchang ont facilité le mouvement des insurgés. Les journaux russes annoncent l'entrée de ces derniers à Ting-Tchéou, dans le Fo-Kien. Ils auraient ainsi franchi environ la moitié du chemin entre Wou-Han et Canton.

Nous n'avons guère d'informations sur cette armée révolutionnaire qui, par une manœuvre heureuse secondée des paysans, vient d'échapper à une tenta-

tive d'encerclement. Son sort dépend, me semble-t-il en tous cas, de sa politique plus encore que de sa stratégie. Si elle s'annonce dans les campagnes effervescentes de la Chine du Sud, comme l'armée de la révolution ouvrière et paysanne, si, en d'autres termes, elle écrit sur ses drapeaux : « expropriation des propriétaires fonciers, des usuriers, des notables », si elle appelle les masses à l'action et les pauvres à la dictature, si elle aide à la constitution de soviets paysans, si elle place ses généraux sous le contrôle de Comités de soldats, si, faisant une guerre sociale, elle renonce aux combinaisons de personnes et à la phraséologie traditionnelle du Kuomintang, il est a priori possible, fort possible, qu'elle puisse donner au mouvement révolutionnaire un nouveau point de départ. Si, par contre, elle hésite à s'engager dans cette voie, les prodiges de valeur de quelques milliers de révolutionnaires résolus à vendre chèrement leur peau, n'empêcheront pas le soulèvement de Nanchang de n'être qu'un épisode sans lendemain.

LES CAUSES :

KUOMINTANG ET PARTI COMMUNISTE

Essayons, pour dégager les enseignements de cette défaite de remonter à ses causes.

Le Kuomintang a conduit la révolution à cette impasse. Le Dr. Sun-Yat-Sen fondait vers 1900 le Kuomintang, parti radical révolutionnaire qui se recruta surtout parmi les intellectuels attachés à la bourgeoisie commerçante du littoral du Pacifique. Le parti exerça un rôle dirigeant dans la révolution de 1911 qui renversa la dynastie mandchoue, établit la république, porta un moment Sun-Yat-Sen à la première magistrature de l'Etat, mais n'ayant pas appelé à l'activité de grandes masses populaires fut bientôt étranglée par un dictateur militaire. Celui-ci Yuan-Ché-Kai se fit élire président de la République (1912), puis proclamer empereur (1915) et finit par se suicider en 1916 devant une nouvelle révolution montante. La Chine se démembra en grands fiefs militaires. L'ère des Toukiouns, c'est-à-dire des généraux gouverneurs, s'ouvrit par une série de guerres intestines. Sun-Yat-Sen et d'anciens exilés du Kuomintang fondaient cependant à Canton un gouvernement républicain (1916). Le Kuomintang se réorganisa en 1922, pour se rapprocher des masses laborieuses. Sun, révolutionnaire bourgeois, féru d'idées américaines (démocratie, industrie, commerce et collaboration des classes), qui avait réprimé sans ménagements dans sa république le mouvement ouvrier, éprouve d'autant plus la nécessité d'une nouvelle orientation sociale que son impopularité parmi les travailleurs lui avait fait perdre un moment le pouvoir. Ses rencontres avec l'ambassadeur des Soviets Ioffé achèvent de le convertir à un « cours nouveau ». Le Kuomintang va désormais soutenir les paysans contre les féodaux et les propriétaires fon-

ciers, tolérer le mouvement ouvrier, tenter même de l'encadrer, se rapprocher des communistes, s'orienter non plus vers les Etats-Unis, mais vers la République des Soviets. C'est le point de départ d'une ère nouvelle dans l'histoire de ce parti. Au fond, l'idéologie de Sun ne varie pourtant pas. Elle tient toujours dans ses trois principes du libéralisme bourgeois : nationalisme (indépendance nationale, démocratie (à l'américaine), socialisme (comme l'entendent de généreux radicaux-socialistes...) et conteste qu'il y ait place en Chine pour la lutte de classes. Idéologie convenant aussi bien à la grande bourgeoisie simplement libérale qu'à la petite bourgeoisie avancée. Chacun la nuance à son gré.

Le Parti Communiste Chinois est fondé vers 1920 par des intellectuels venus pour la plupart du radicalisme ou de l'anarchisme comme Tchen-Don-Siou, en passant par le Kuomintang. Il acquiert quelques dizaines de militants dans les milieux ouvriers de Shanghai, à Pékin, à Canton. Il tient son premier congrès à Shanghai en 1921. Il adhère — non sans luttes intestines — l'année suivante au Kuomintang, afin de se rapprocher des masses petites-bourgeoises anti-impérialistes et de tenter la conquête du K. M. T. à l'intérieur. Le programme du P. C. chinois adopté à son III^e congrès (1923) est d'ailleurs d'une extrême modération (5) : anti-impérialisme, démocratie, législation ouvrière, réforme agraire. Ce parti n'est encore, semble-t-il dans l'ensemble qu'une gauche du K. M. T. Il compte un millier de membres en 1925, à son IV^e congrès. Sa situation est alors extrêmement difficile. Il soutient le mouvement ouvrier mais il ne peut soutenir à fond; il influence le gouvernement mais lui est suspect; il appartient au parti gouvernant mais il frise souvent l'illégalité. Mauvaises conditions de développement ! L'année 1925 est celle de l'essor du mouvement prolétarien signalé, notamment à Shanghai par des grèves magnifiques. Ne serait-ce pas pour le P. C. le moment de recouvrer son indépendance complète et, se dégageant de tout radicalisme officiel de se mettre à la tête de la lutte de classes ? Mais il craint la rupture avec la petite-bourgeoisie « révolutionnaire » sans s'apercevoir qu'il sacrifie au K. M. T. son influence sur les travailleurs. Car il faut choisir entre l'alliance politique avec la moyenne et la petite-bourgeoisie et l'action prolétarienne. Je pense que l'erreur capitale du P. C. chinois date de 1925.

Ses concessions au Kuomintang amoindrirent sa popularité sans le rendre moins suspect aux yeux de la bourgeoisie terrifiée par les grèves et l'exemple russe. Tandis que les Syndicats atteignent de 1921 à 1925 un million et demi de membres, le P. C. n'en

(5) Cadre-t-il seulement avec les 21 conditions d'adhésion à l'I. C. arrêtées par le 2^e Congrès de l'I. C. ?

a vers novembre 1925 que 13 à 15.000 (6). En mars 1926 le premier coup de force de Tchang-Kai-Shek, ignoré de notre presse, exclut les communistes du gouvernement de Canton. Shek assume en réalité la dictature. Le 15 mai suivant le Kuomintang achève de museler et paralyser les communistes, par une résolution dont voici l'essentiel : « la critique de la doctrine de Sun-Yat-Sen est incompatible avec la qualité de membre du parti » ; les partis affiliés au Kuomintang remettent à ce dernier une liste détaillée de leurs membres (quel traquenard) ; un tiers seulement des membres de l'Exécutif du K. M. T. peuvent appartenir à ces partis (majorité « écrasante » et minorité « écrasée » s'il en fût). Les membres de l'Exécutif du K. M. T. appartenant à d'autres partis ne peuvent présider les Bureaux du K. M. T. ; les membres du K. M. T. ne peuvent, sans autorisation préalable créer d'organisations politiques (défense aux communistes de former des cercles ouvriers !)

Par une manœuvre d'une habileté consommée, les dirigeants du K. M. T. faisaient en même temps recevoir leur parti par l'Internationale Communiste en qualité de parti symphisant (Le K. M. T. n'en ayant pas été exclu, appartient encore à l'I. C. à l'heure où j'écris). Soulignons cette curieuse façon d'utiliser contre le prolétariat les armes forgées par le prolétariat. Déjà le K. M. T. avait dans son organisation intérieure copié l'organisation du P. C. russe, parti de dictature ouvrière. C'était évidemment vouloir constituer sur le même modèle un parti de dictature bourgeois (car il ne peut y avoir de parti et à plus forte raison de dictature de plusieurs classes à la fois). Tchang-Kai-Shek disait : Imitons l'exemple de la révolution russe qui n'a vaincu que sous la direction d'un seul parti... la révolution chinoise fait partie de la révolution mondiale qui ne connaît qu'une direction : la III^e Internationale. La révolution chinoise doit, elle aussi, avoir une direction unique, le K.M.T. Cette théorie de l'unité de direction, appuyée sur l'affiliation à l'I. C. était tout entière, de même que celle du K. M. T. « monolithique », dirigée contre le P. C. implicitement accusé de vouloir diviser la révolution et lui infliger le système pernicieux des deux partis. Tchang-Kai-Shek achevait ce mémorable discours prononcé le 25 mai 1926 au Comité Central du K. M. T. en affirmant la nécessité de mettre un frein à la lutte des classes et de ne pas aliéner, dans les questions spécifiquement chinoises, l'indépendance du K. M. T.

(6) Les effectifs du P. C. Ch. atteignaient en mai dernier, lors de son 5^e Congrès tenu à Hankéou, 58.000 membres. Mais il est permis de se demander si une croissance aussi brusque, à une époque où, de l'aveu de Boukharine, la politique du parti était fortement entachée d'opportunisme, pouvait être considérée comme saine.

vis-à-vis de l'I. C. C'était un chef d'œuvre de fourberie politique.

Le P. C. réagit sainement. Il décidait un mois plus tard de passer de l'affiliation au K. M. T., au cartel avec le K.M.T. et d'avoir désormais sa politique de classe indépendante. L'I.C. désapprouva cette attitude, où l'on vit une menace de rupture avec la petite-bourgeoisie révolutionnaire formant la gauche du K. M. T. (Il n'y a pas de gauche dans le K. M. T. disaient certains communistes chinois auxquels les événements ont malheureusement donné raison) (7).

Le P. C. dut renoncer, pour la même raison, à avoir son organe quotidien et se contenter d'un hebdomadaire (un parti communiste sans presse quotidienne en temps de révolution !). Son influence décroissait à l'armée. Les communistes avaient contribué à y former des services politiques d'éducation, de propagande et de contrôle, conçus sur le modèle de ceux qui font la force morale de l'Armée Rouge.

On retourna contre eux cet admirable instrument forgé par le prolétariat en armes. « Nous dûmes, écrit un militant chinois, faire des concessions » (dans l'armée), et il cite les titres des feuilles volantes et tracts répandus au cours d'une campagne contre Ou-Pei-Fou à seize millions d'exemplaires. Voici quelques-uns de ces titres : **A bas Ou-Pei-Fou ! A bas l'impérialisme ! Convoquons la Constituante ! A bas les traités d'inégalité** (8) Pas un titre d'allure communiste ! Pas un mot sur les droits des travailleurs. Nos camarades avaient constitué le puissant appareil des services politiques de l'armée; la bourgeoisie y versait son contenu et retournait, la manchine contre nous. — « On ne faisait aucune propagande socialiste à l'armée, parmi les masses de soldats, parce que cette propagande se fut heurtée à la résistance du commandement et parce que l'on considérait la propagande et l'action anti-impéria-

(7) Résumons les diverses positions prises à cet égard par les communistes. La résolution du VIII^e Exécutif de l'I. C. (Moscou, juin 1927), prescrit au P. C. de rester dans le K. M. T. pour le conquérir par la base, tout en poursuivant une action énergiquement révolutionnaire. L'opposition du P. C. de l'U. R. S. S. avait formulé quelque temps auparavant les conditions minimum de liberté d'action auxquelles l'affiliation au K. M. T. lui paraissait admissible pour le P. C. Ch. Elle réclama peu après la sortie du P. C. Ch. du K. M. T. Boukharine, par contre, écrivait le 10 juillet dans la *Pravda* : « Même si le Comité Central du Kuomintang prononce l'exclusion des communistes (ce qui est presque certain), les communistes devront défendre leurs positions au sein du K. M. T. comme ils le font dans le Labour Party et les Trades-Unions anglaises. » Comment ne pas observer ici que le Labour Party est un parti ouvrier, tandis que le K. M. T. est un parti bourgeois ; et que l'on ne coupe pas les têtes dans le parti de Ramsay MacDonald, ce qui est tout de même une chose... capitale.

(8) *L'Orient Révolutionnaire*, N° 2, Moscou 1927. L'article est signé Li-Dzi-Kou.

liste comme les seules nécessaires à ce moment... L'immense majorité des officiers appartenait aux classes possédantes, principalement à la bourgeoisie agraire » (9).

A LA LUMIERE DES FAITS

C'est sous ces inquiétantes auspices que débuta la campagne du nord des armées sudistes. Tchang-Kai-Shek l'entreprit pour refaire son prestige. Des communistes eussent préféré régler d'abord, par la lutte, les questions vitales de la politique intérieure du gouvernement de Canton. Les armées sudistes, secondées par les travailleurs des villes et des campagnes, allèrent de victoire en victoire, atteignant d'abord Hankéou, puis Shanghai. Mais tandis que les communistes se montraient soucieux, par dessus tout, de ne point porter atteinte à l'union sacrée contre les impérialistes, la bourgeoisie chinoise leur refusait la légalité dans les provinces, réprimait les troubles agraires, interdisait les grèves, instituait l'arbitrage obligatoire entre le capital et le travail, tentait de désarmer les « piquets » ouvriers, continuait la formation de syndicats jaunes.

A Shanghai, sous la dictature sanglante du nordiste Sun-Tchuan-Fang, inféodé lui-même à Tchang-Tso-Lin, les syndicats s'organisaient, conquerraient la légalité dans une cité parcourue le soir par des équipes de bourreaux qui décapitaient les agitateurs aux coins des rues, s'armaient clandestinement sous les canons des flottes impérialistes... Les grèves s'étendaient. Du 20 au 26 février, 500.000 travailleurs étaient en grève. Sun-Tchuan-Fang faisait exécuter 31 grévistes. La flotte nordiste sympathisait avec le peuple. L'action ouvrière se poursuivait irrésistiblement, malgré la présence de 36 vaisseaux de guerre et de 13.000 hommes de troupes impérialistes (dont 7.000 Britanniques). Mais quand, vers le 20 mars, quelques jours avant leur insurrection victorieuse, les syndicats de Shanghai rédigent leur cahier de revendications en 22 articles, le Kuomintang leur enjoint d'en supprimer les revendications économiques (lisez, celles de la classe ouvrière), la grève, devant être strictement « politique », nationale ! — Le gouvernement provincial de Canton venait de restreindre, par un édit (du 25 février), les droits des ouvriers et des syndicats. Ainsi : les masses ouvrières et paysannes se lèvent, se battent, donnent des victoires et des provinces aux généraux sudistes ; le Kuomintang s'acharnant à restreindre la révolution à ses objectifs nationaux, défend la bourgeoisie et résiste pied à pied aux masses. Il s'agit pour lui d'utiliser à ses fins les forces populaires. Puis, on verra.

L'armée nationale subissait à la même époque une profonde transformation. Les généraux de grands chemins, soucieux de fuir l'impopularité, s'y ralliaient

(9) A. Ivine, *Pravda*, 10 juillet 1927.

l'un après l'autre, bien accueillis, quel que fût leur passé d'aventuriers. Leurs troupes « ralliées » furent promptement, parmi les sudistes, beaucoup plus nombreuses que les troupes cantonaises. Et les ouvriers demeuraient désarmés. Ils ne possédaient dans la Chine entière, que quelques milliers de fusils. (Ils tinrent pourtant, en mars, l'arsenal de Shanghai...)

Il fallut tout au moins accorder aux masses populaires quelques semblants de satisfaction. Si les communistes s'étaient mis à leur tête, c'eût été trop grave. Les déclarations radicales se suivirent en série. Tchang-Kai-Shek les prodigua en toute occurrence. Une conférence du K. M. T., réunie à Hankéou, les 13-14-15 mars, rappela le leader exilé de la gauche, Ouan-tin-Ouéi, et accorda aux communistes deux portefeuilles ministériels sur huit (la droite en obtenant deux aussi, le centre quatre : jolie coalition !). Le K. M. T. interdisait à la même heure à ses membres toute manifestation de désaccord avec la politique officielle du parti. Il serait superflu de rappeler ici les événements ultérieurs. Les deux ministres communistes n'entrèrent officiellement en fonctions que deux mois plus tard, à la fin de mai. J'ignore s'ils participèrent au pouvoir de mars en mai. Mais dans la période difficile qui comprend la préparation du coup d'Etat de Shanghai, et ses suites immédiates, l'autorité du parti communiste couvrit le Kuomintang.

Cette dangereuse situation, si contraire à l'enseignement de Lénine et à l'expérience des révolutions russes, avait besoin d'une justification théorique. Elle nécessite la théorie, maintes fois exposée, du « bloc des quatre forces sociales » — « bourgeoisie industrielle, prolétariat, paysans et petite-bourgeoisie urbaine » (10) — représenté par le Kuomintang. On ajoutait : « la tendance de gauche du Kuomintang, parti communiste compris, compte 220.000 partisans; le centre et la droite se partagent les 30.000 res-

tants. » (11) L'histoire connaît-elle un seul exemple de gouvernement réalisant « le bloc » des classes ennemies ? L'Etat est, par définition, pour tout marxiste, l'instrument d'une domination de classe (de la domination de certaines classes sur certaines autres. L'Etat bourgeois assure la domination des classes possédantes. Tous les Etats bourgeois prétendent, néanmoins — et l'on comprend à quel point ils y sont intéressés — représenter les intérêts de toutes les classes, être **au-dessus des classes**. A nous de n'être point dupes de ce vieux verbiage.

Quel Etat représentait, en réalité, le K. M. T. ? Tous les partis bourgeois, dans tous les pays, se flattent d'embrasser toutes les couches de la population; et les partis réactionnaires contiennent souvent bon nombre de travailleurs. Nul n'ignore que la nature d'un parti dépend essentiellement de la composition sociale de ses milieux dirigeants. Ceux du K. M. T. étaient formés de politiques bourgeois et petits-bourgeois; on vient de voir dans quelles conditions y entraient une faible minorité communiste, représentant les ouvriers et les paysans pauvres, bref, l'immense majorité des populations. Le Kuomintang maintenait partout les anciennes administrations, se bornant à imposer à de nombreux fonctionnaires une affiliation obligatoire. Ce parti, au sein duquel les organisations de base n'avaient guère voix au chapitre, était, en réalité, un appareil-bureaucratique gouvernemental, dirigé par les droitiers. Il eût fallu, pour le conquérir par la base, en briser l'armature.

VICTOR-SERGE.

31 août 1927.

(11) Pierre Semard, *Humanité* du 12 avril 1927. Notre camarade écrivait aussi commentant les premières informations de la presse bourgeoise sur la répression du communisme par Tchang-Kai-Sek : « Même s'il y a une part de vérité dans ces informations, cela ne saurait mettre en péril le mouvement révolutionnaire... »

(10) Martynov, *Pravda* du 10 avril.

« Le devoir des communistes n'est pas de taire les faiblesses de leur mouvement, mais d'en faire ouvertement la critique afin de s'en débarrasser promptement et radicalement. »

LENINE au 2^e Congrès de l'I. C. (1920)

Les bases de l'Impérialisme américain

Formation d'une aristocratie ouvrière

(Suite et fin.)

Des nécessités matérielles nous ont obligé à reculer de deux numéros la publication de la fin de l'article de B. Wolfe sur la formation d'une aristocratie ouvrière aux Etats-Unis. Nous publions ci-dessous la fin de cet article. Dans la première partie, Wolfe examinait six types de collaboration de classe. Après avoir montré que le capital jouissait aux Etats-Unis d'une situation tout à fait privilégiée, c'est-à-dire qu'il était en mesure de « soudoyer » certaines fractions de la classe ouvrière américaine, il envisageait successivement ces six types : 1° Participation aux profits de guerre, hauts salaires payés dans les industries de guerre; 2° participation aux bénéfices des monopoles, par la corruption des syndicats; 3° monopole syndical; 4° confiscation d'une partie des salaires ouvriers inorganisés au profit des syndicats réformistes limités; 5° participation aux revenus provenant de l'exploitation des autres travailleurs de la même industrie; 6° haute paye des briseurs de grève. Wolfe va encore envisager six autres types de collaboration de classe forcée.

Nous pensons que cet article présente l'intérêt de mettre directement sous les yeux du lecteur l'image réelle de ce qu'est la lutte ouvrière aux Etats-Unis. Les études théoriques sur le fordisme ou la standardisation ne suffisent pas pour se faire une opinion, et l'étude des résultats obtenus, la description des moyens et des modes d'existence réels de la classe ouvrière de l'Amérique du Nord intéressent autant les révolutionnaires marxistes que nous sommes. Sur ce point, la documentation est plus que restreinte et surtout l'effort fait pour la diffuser en Europe est nul. On comprend qu'il nous reste beaucoup de travail à faire dans ce sens, et nous le continuerons dans la mesure de nos moyens.

L'étude de la vie industrielle et de la fonction des ouvriers aux Etats-Unis présente, en outre, un autre intérêt, qui est celui de nous permettre une étude comparée avec le nouveau régime économique instauré dans la Russie soviétique, dont la tendance est vers le socialisme. Beaucoup de lecteurs et de camarades déjà informés nous ont demandé de traiter ce sujet. Ici aussi, il faut remarquer le manque regrettable de documents étendus et approfondis. Ce n'est pas que l'industrie soviétique ait rien à craindre d'une telle comparaison : nous savons bien que ce n'est pas une comparaison absolue qu'il convient de faire, chiffre contre chiffre, mais une comparaison relative des méthodes, résultats progressifs, tendances générales, perspectives.

Nous publierons dans notre prochain numéro une étude de L. Revo sur la rationalisation américaine, montrant à la lumière du marxisme, ce qu'il y a de réalité et d'utopie dans ce soi-disant progrès.

Et simultanément nous commencerons la publication de l'ouvrage de L. Trotzki, publié en 1925 en feuilletons dans la « Pravda », intitulé **Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme?** Cet ouvrage remarquable, succinct et précis à la fois, traite de l'ensemble des tendances de l'économie soviétique après l'instauration du Plan d'Etat, de ses qualités et de ses défauts, et de ses promesses en rapport avec l'industrie la mieux placée sur le marché mondial et qui est encore en pleine croissance : l'industrie américaine.

Ce petit livre a été traduit en allemand peu après sa parution en russe, augmenté d'une préface. Naturellement, cet ouvrage, comme tous les autres du même auteur, a servi de pièce dans le débat qui a été institué ouvertement dès 1923 autour du prétendu « Trotskisme ». **Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme?** commente les résultats obtenus par l'industrie et l'agriculture soviétiques jusqu'en 1925, ainsi que les provisions pour la campagne 1925-26. Or, on sait qu'un certain nombre des chiffres prévus pour 25-26 furent démontrés erronés par l'expérience, responsabilité qui échet à Kamenef. L'ouvrage est donc forcément dépassé aujourd'hui dans des conclusions statistiques, et il peut même contenir certaines erreurs de chiffres; c'est en partie cela qui lui valut les attaques que l'on sait. Mais il demeure cependant le seul exposé complet et bref de ce qu'est l'économie de plan, sa situation actuelle et ses perspectives. C'est pourquoi, nous estimons sa publication indispensable, avec les corrections et les notes rectificatives que nous pourrions y apporter au cours de la publication.

Il ne suffit pas à nos militants et à nos sympathisants de connaître les textes de Congrès internationaux et les ouvrages de propagande et d'agitation pure, sans compter, bien entendu, les ouvrages fondamentaux du marxisme; il faut aussi qu'ils connaissent toutes les publications utiles à l'examen concret du développement des formes et des forces sociales. Il ne nous suffit pas de savoir que l'industrie lourde atteint en U. R. S. S. son niveau d'avant-guerre, il faut aussi connaître comment, pourquoi, et quels sont les développements possibles. Cela nous est d'autant plus indispensable que l'économie soviétique se meut selon des directives sévères tracées

dans le plan, et qu'elle offre, par conséquent, à condition de livrer des chiffres complets et exacts, matière sérieuse à la critique. Ce petit ouvrage, malgré les insuffisances inhérentes à toute publication de vulgarisation, répond à ces besoins. Rien n'est à y opposer.

La lutte politique que nous menons, sur le plan national et international, ne peut amener de résultats sérieux que si elle est jointe et appuyée sur une étude sérieuse des problèmes économiques ; si nous manquons d'une ligne ferme et sans dérogations, quant aux problèmes économiques, si, par conséquent, nous ne nous livrons pas à un sérieux travail de documentation, notre lutte politique est fatalement réduite à une agitation vaine, à un opportunisme et un putschisme verbal, et nous sommes conduits à l'abandon progressif de la véritable lutte de classe.

LA REDACTION.

Septième type : Les intermédiaires de l'exploitation.

Autre type de salarié qui tire une part de son revenu (en certains cas même tout son revenu) de la plus-value réalisée sur le dos de ses camarades, et cela sans être un capitaliste (possesseur de machines ou d'autres richesses utilisées comme moyens de production) : le petit chef de tâche qui a une poignée d'hommes travaillant pour lui. Ce système est assez usité dans les mines, par exemple. Moins il les paie et plus il gagne, de sorte qu'il acquiert une parfaite mentalité d'exploiteur (sans être toutefois un capitaliste) et même quand il travaille aux côtés de son escouade (1).

Les apprentis et les aides. — Quelquefois, le système des apprentis et des aides, bien que différent dans sa racine, tend à créer un état de choses analogue au précédent. Par exemple, un aide-plombier ou un « deux-tiers » chez les imprimeurs (corporation ou un long apprentissage est nécessaire : cinq ans dans l'imprimerie), est souvent capable de faire — et il exécute effectivement — le même travail qu'un compagnon. Mais il n'obtient qu'une rémunération bien inférieure.

Dans les industries où l'apprenti et l'aide deviennent aisément compagnon, ou maître-ouvrier, on n'a pas à craindre une stratification permanente, mais dans certaines autres, l'aide peut rester aide sa vie durant, et un gouffre se creuse entre les deux couches de travailleurs.

Nous avons examiné plus haut le problème des industries à concurrence réduite, des contrats de travail fermés, des droits et des examens restrictifs qui barrent l'entrée des organisations ouvrières, etc... Il faut se mettre en outre dans l'esprit que, de même

(1) Voir la première partie de cette étude dans le N° 10 de *Clarté*.

que dans tout autre essai de monopole, un monopole de la puissance de travail disponible ne peut être effectif pour un temps donné qu'autant qu'on peut empêcher une offre nouvelle de surgir.

Dans certains métiers exigeant une longue éducation, cela est possible par la méthode indiquée plus haut, tant que n'intervient pas la mécanisation en grand qui rend inutile l'habileté individuelle. C'est précisément lorsqu'une fraction de travailleurs détient le privilège du savoir professionnel, qu'il lui est possible, si sa position est assez forte, de limiter le nombre des apprentis et d'écarter les nouveaux venus, par conséquent, d'améliorer les conditions de travail de toute la corporation, en lui assurant un monopole fermé. Mais, on ne doit pas oublier que cela accroît le chômage et abaisse la moyenne des salaires dans les autres industries, de telle sorte que cette portion privilégiée de la classe ouvrière ne l'est qu'aux dépens du reste...

Huitième type : L'impérialiste et le niveau de la vie

Les hauts-profits pour les patrons dans une industrie donnée, et les hauts salaires pour les ouvriers, là où ne s'interpose aucun monopole, tendent à s'égaliser rapidement par l'attraction qu'exerce cette industrie favorisée sur de nouveaux capitaux, dans le premier cas, et sur une nouvelle main-d'œuvre, dans le second.

Mais, entre pays différents, il n'existe pas une mobilité du capital et du travail aussi aisée, particulièrement pour ce dernier, qu'à l'intérieur d'un même pays. Il en résulte que le niveau de vie à l'intérieur d'un pays donné peut rester beaucoup plus haut que dans un autre, et pour une période qui peut être indéfinie. Cette période se trouve prolongée par tout ce qui entrave l'émigration, son coût élevé, la difficulté qu'ont les gens à se déraciner de leur lieu de naissance, les différences de langage et de culture, et même (comme aux Etats-Unis actuellement) par la restriction légale.

Le même capital emploie souvent de la main-d'œuvre à très haut prix dans un pays et à très bas prix dans un pays « arriéré ». Il s'établit une participation assez fréquente des travailleurs « avancés » aux bénéfices de l'exploitation des jaunes, des noirs et des bazanés dans les nations à industrie retardataires, et le niveau de vie des uns, est en bascule avec celui des autres. La mobilité du travail dans le pays tend à égaliser la distribution de cette source de revenu de sorte que, sans les monopoles et les autres obstacles, se serait réellement l'ensemble de la classe ouvrière qui deviendrait une aristocratie. Cette distribution se produit toutefois, sous les formes diverses de réductions de la journée de travail, salaires, législation sociale, secours aux chômeurs, pensions, etc.

Certaines catégories de travailleurs spécialisés

fournissent régulièrement l'effectif de l'aristocratie ouvrière des pays arriérés. Au Mexique, par exemple, tous les emplois bien rémunérés, mécaniciens, ingénieurs, contremaîtres, inspecteurs sont réservés aux Américains des Etats-Unis. Bien payés grâce à la brutale exploitation du travail indigène, ils acquièrent naturellement une idéologie impérialiste ; une conversation avec eux les montre invariablement partisans de l'annexion directe du Mexique.

Quelle sorte d'idéologie se développe par l'alliance de certaines fractions privilégiées de la classe ouvrière avec l'impérialisme, c'est ce qu'on peut illustrer par une citation de la déclaration de l'Alliance américaine pour le travail et la démocratie, créée pour faire avec les travailleurs yankee le marché : la démocratie en échange de la guerre. La voici :

« Nous reconnaissons dans cette grande lutte armée une guerre qui est essentiellement celle des travailleurs — une guerre du peuple laborieux, du peuple bienfaisant du monde contre les agents et les institutions de tyrannie et d'oppression, et nous sommes résolus à pousser le combat jusqu'à sa conclusion victorieuse. »

Neuvième type : Le « nid de plumes » de la bureaucratie travailliste.

Maintenant, un mot sur les chefs syndicaux et les hommes d'Etat travaillistes. Ce n'est pas mon dessein d'analyser la question de la corruption directe. Mais quelques observations sont nécessaires.

En premier lieu, il faut faire une nette distinction entre l'« aristocratie ouvrière », qui se compose de travailleurs à esprit bourgeois, et les officiels qui la représentent. Dans beaucoup d'articles récents, on a commis cette confusion.

Quand nous pensons aux leaders travaillistes qui reçoivent des salaires plus élevés que ceux des ministres, quand nous nous rappelons qu'un membre du Congrès du travail aux Etats-Unis reçoit 7.500 dollars par an, quand nous reportons aux appointements des leaders ouvriers qui ont su trouver de l'emploi dans les fonctions gouvernementales, les bureaux du travail pour la Guerre, ou les chemins de fer, des postes de présidents dans les Commissions d'état du Travail, etc., il est facile de comprendre que ces gens-là avec leurs filons assurés ou en prospection, se feront les avocats des méthodes « pacifiques, respectueuses de la loi » qui ne risquent pas de leur faire perdre leurs sinécures. Donc, c'est un sentiment bien naturel qu'exprimait Clynes, ministre de sa majesté dans le cabinet Macdonald, lorsqu'il déclarait : « C'est de la classe ouvrière que j'ai peur. »

L'histoire du travail est pleine des aventures des leaders qui ont été remplacés ou se sont « retirés » et qui ont trouvé une situation dans la compagnie ou la corporation même qu'ils étaient censés combattre

naguère. Pour d'autres, le prix de la trahison est un emploi officiel. Quand l'impérialisme est en mauvaise posture et a besoin d'un coup de main, par exemple en cas de guerre, le nombre de ces postes se multiplie à vue d'œil. Même les Judas au rabais comme Spargo se sont montrés capables de prendre leurs quartiers d'hiver au Waldorf-Astoria pendant la guerre mondiale.

Dixième type :

Le revenu des « travailleurs de l'esprit »

« L'Intelligence », dans les pays où le capitalisme est prospère est régulièrement pour le système capitaliste un appui et un moyen de domination. Quand elle s'introduit dans le mouvement ouvrier pour le tirer de sa sauvagerie et lui montrer la terre promise, elle n'est généralement pas un auxiliaire digne de confiance.

Le mouvement socialiste avec ses appels aux « travailleurs manuels et intellectuels » rencontre généralement l'indifférence, sinon l'hostilité de « l'intellectuel ». Mais là où il s'infiltre en nombre, comme dans le Labor Party anglais, et parvient à prendre une place dirigeante, ses efforts tendent invariablement à émousser le tranchant de l'arme ouvrière dans la lutte de classe, et il devient finalement le lieutenant des capitalistes. Tel est le cas des hommes de professions libérales, écrivains, professeurs, prédicateurs, etc...

Quelle est la base économique de cette situation ? D'où l'intellectuel et le technicien tirent-ils leurs revenus ? Pour la plus grande part, qu'ils se placent au-dessous de la condition des manuels les plus exploités ou qu'ils constituent les revenus énormes des grands spécialistes, des ingénieurs consultants, des experts-techniques, des romanciers en vogue, des magistrats, etc., les gains et les émoluments des intellectuels sont prélevés sur la production industrielle, et proviennent de la plus-value extraite par le capitalisme du travail de la classe ouvrière.

Ces revenus, sous la forme de traitement, libéralités, commissions, ou salaires, peu importe, viennent pour la plus forte part, de la classe capitaliste ; mais comme tout le revenu de la classe capitaliste vient lui-même de la plus-value tirée de ses propres travailleurs et de ceux des nations « arriérées », ces éléments intellectuels sont réellement alimentés des reliefs du banquet en échange de leurs bons services, ils participent à l'exploitation, en dépendent et, bien entendu, ne sont pas disposés à mordre la main qui les nourrit. (5)

(5) Il serait bon de distinguer ici entre le technicien et l'intellectuel proprement dit. Le technicien, qu'il soit patron ou employé, n'est pas un producteur, mais il donne sa forme à la production et joue, par rapport à elle, le rôle d'un auxiliaire indispensable, en même temps qu'il assure la dictature bourgeoise dans l'ordre économique. L'intellectuel « pur » ne se rat-

L'écrivain qui publie l'ouvrage à gros succès ou le travail scientifique retentissant sait bien qu'il n'écrit pas son livre pour la masse des producteurs exploités, mais pour les exploiters qui l'achèteront avec le produit du travail impayé. Diverses catégories de salariés des industries de luxe sont dans une position analogue. De même que les industries de luxe de Paris pendant la Révolution française firent un travail contre-révolutionnaire et monarchiste, parce que l'abolition de l'ancien régime signifiait la ruine de leur gagne-pain, de même ces serviteurs ont aujourd'hui ce que l'ouvrier devrait appeler « une âme de laquais ».

Cette situation est si générale que Hobson, l'économiste libéral, un bourgeois, exprimait la crainte que toute l'Europe ne vécût de plus en plus sur le dos des peuples coloniaux et que toutes les industries nécessaires, y compris l'extraction des matières premières et leur transformation ne se transportassent à brève échéance en Chine, dans l'Inde et en Afrique, tandis que l'Europe sous ce torrent de richesse verrait sa classe dominante prodiguer un luxe à la production duquel la classe ouvrière se consacrerait exclusivement. Ces travailleurs seraient ainsi réduits à la condition de parasites auprès des rois de la finance impérialiste, de laquais et de serviteurs, et de pourvoyeurs des goûts de luxe. Tirant leurs revenus de l'exploitation des peuples coloniaux,

tache pas à l'appareil de production capitaliste par des liens directs, c'est à l'Etat qu'il donne sa forme, et, comme tel, il est un instrument de la dictature politique. La rémunération du travail du technicien-patron est nulle en temps que technicien (c'est logique, il ne produit rien) et consiste dans les profits capitalistes de son entreprise. Ses sous-ordres sont payés arbitrairement, suivant une échelle qui part du salaire vital pour atteindre quelquefois des chiffres comparables aux gains patronaux (chiffres qui ont raison d'être la nécessité de réduire la concurrence des entreprises, la position stratégique des techniciens dans l'économie et la société, enfin le besoin de simuler une continuité illusoire entre le non-capitaliste fonctionnaire, domestique de la classe possédante, et le capitaliste, détenteur réel de la richesse et de la puissance.)

C'est également comme un fonctionnaire qu'est payé l'écrivain, l'artiste ou le savant. Soit qu'il appartienne réellement à cette catégorie, soit qu'il soit payé par des pensions ou des libéralités de l'Etat comme sous l'ancien régime, ou entretenu par les subsides des grands capitalistes dans un but « d'intérêt général », soit encore qu'il fasse de son œuvre un objet de commerce public, il est payé en proportion de ce qu'il apporte à l'appareil de dictature économique ou à celui de dictature politique, ainsi qu'à l'idéologie de la classe dominante. Mais la place de l'intellectuel et même celle du technicien sont en marge du système capitaliste, on ne peut les ranger à priori dans les exploités ou les exploités, et on concevrait fort bien un monde capitaliste où l'intellectuel se confondrait avec le possédant. Leur situation les rapproche par conséquent des paysans et des lectuel se confondrait avec le possédant. (N. du traduct.)

ils se feraient les suppôts conscients de l'impérialisme.

Cette peinture d'une Europe parasite du monde (il s'agirait plutôt aujourd'hui d'une Amérique parasite) n'est pas, comme il paraît, une pure fantaisie. Il y a actuellement des tendances travaillant dans ce sens, mais il y a aussi des contre-tendances qu'il n'entre pas dans le plan de cet écrit de discuter.

Onzième type : Le capitalisme syndical.

Revenant pour un moment au leader trade-unio-niste, nous voyons qu'il cherche de plus en plus à tirer son entretien, non pas des cotisations des ouvriers, mais de procédé tels que les banques de syndicat. Ces banques, comme toutes les banques, investissent les fonds de leurs dépositaires. Il les placent dans l'industrie, les entrepôts, font des spéculations, prennent des participations, achètent des entreprises entières. Ainsi la banque, comme le premier capitaliste venu, se fait l'exploiteuse du travail, et l'officiel qui dirige la banque tire son revenu de la plus-value arrachée aux ouvriers des autres industries.

En voici un exemple : la Banque des Mécaniciens de locomotive a investi dans la Compagnie du Nord-Mexicain, elle devient intéressée de ce fait à nos aventures impérialistes au Mexique. Elle a investi également dans les mines de charbon de la Virginie Occidentale qui sont sous le régime de l'Open-Shop.

B. Stolbey, dans son article du « Nation » déclare que l'Amalgamated Bank (Banque Centrale des Syndicats) ne place son argent que dans des entreprises sympathiques au mouvement ouvrier » (Nation, 30 septembre 1925, p. 350). C'est simplement faux. L'Amalgamated joue à la Bourse, fait des prêts à court terme à des hommes d'affaire, etc..., et tire la plus grande partie de ses ressources de la plus-value arrachée aux ouvriers des autres industries. Mais Stolbey saisit la situation d'un peu plus près dans son article du Century intitulé : « Les Peter Pan du Communisme », dans lequel, sans d'ailleurs en tirer les conclusions nécessaires, il résume assez joliment les tendances ici décrites. Il déclare :

« Sans doute la vieille méthode Gompers rejoint « les vieilles lunes. Elle est trop primitive et incohérente pour donner leur poids aux droits du travail dans l'état de complexité de notre civilisation industrielle. Mais au lieu d'aller au socialisme l'aile progressiste (!!!) du travaillisme américain se fonde dans le capitalisme syndical. Son instinct de conservation » (au sens où les Stolberg et autres écrivains de la bourgeoisie libérale entendent ce mot) « la pousse à s'adapter suivant la voie impartiale que nous traçons. Ici commence ce qu'on pourrait appeler la N. E. P. du travaillisme américain. Dès maintenant, il est d'autant moins disposé à briser ses chaînes que ces chaînes valent aujourd'hui un milliard de dollars en placements capitalistes et valeurs d'affaires. »

B. D. WOLFE.

Marxisme et Fatalisme

Sur une tentative de révisionnisme de Max Eastman

Le livre de Max Eastman, intitulé La Science de la Révolution, vient de paraître en français. On sait d'une manière générale quelle est la position politique adoptée par M. Eastman sur les problèmes les plus généraux intéressant la révolution prolétarienne. La préface, ainsi que tout le contenu de son livre intitulé : Depuis la mort de Lénine, sont significatifs. Quoique demeurant sur un plan théorique assez vague, Eastman pense que les divergences de vues qui se sont accusées depuis la mort de Lénine dans le parti communiste russe, sont la conséquence d'une défaillance des dirigeants de ce parti, portées à des dérogations successives des principes de la Révolution d'octobre, et pratiquant une sorte d'opportunisme bureaucratique. Nous ne discuterons pas aujourd'hui ce point de vue, mais il est nécessaire de le rappeler pour voir le chemin qui a conduit Eastman à écrire son livre sur la Science de la Révolution. Ce révisionnisme nouveau, dont les bases sont très justement mises à jour dans l'article qui suit, dérive d'une position politique que l'on appelle « droite ». Eastman a recherché la cause du cours actuel de la 3^e Internationale, opportuniste selon lui, dans la fidélité à un marxisme « animiste » et « fataliste » dont il fait un exposé nouveau. Son attitude politique et ses critiques ne proviennent pas d'une solide position théorique — méthode toujours préconisée par Lénine, — au contraire : sa position théorique très faible provient d'une situation politique mal assise. C'est cela qui rend caduc, dans l'ensemble, l'effort d'Eastman.

Cela n'empêche nullement du reste, que certaines observations et analyses de détail ne comportent un certain fondement et une assez grande justesse. Nous avons donc pensé qu'il était utile d'amorcer un débat qui nous permette d'aiguiser notre critique et de raffermir ou de reviser, s'il y a lieu, nos principes. L'article d'A. Ariat constitue une critique de fond qui pourra être complétée par des études de détail ou des discussions moins philosophiques. Nous estimerions intéressant que ceux de nos lecteurs qui auraient lu le livre d'Eastman nous envoient leurs critiques, ou bien la critique de nos articles.

L'originalité de la tentative de Max Eastman, c'est de prétendre à une revision des données fondamentales de la pensée marxiste au nom même de son exigence révolutionnaire. Ce nouveau révisionnisme se manifeste ainsi comme profondément distinct, dans ses intentions subjectives au moins, du révisionnisme classique de Bernstein orienté ouvertement dans un sens réformiste (1).

Ainsi et c'est là une contradiction qu'il convient de méditer, la pensée de Marx et d'Engels connaît cette singulière fortune d'être à la fois rejetée par

Bernstein comme une doctrine révolutionnaire et par Max Eastman comme un poids mort et gênant pour la Révolution.

Bernstein dans « Socialisme théorique et social-démocratie pratique » avait dénoncé la contradiction dans laquelle s'était engagée la social-démocratie allemande d'avant-guerre ; contradiction d'une doctrine révolutionnaire et d'une conduite réformiste.

C'est une contradiction de même ordre, entre la théorie et la pratique mais en sens inverse, que Max Eastman prétend dénoncer à l'intérieur de la III^e Internationale. L'activité révolutionnaire de Lénine et du parti bolchevick russe, et, plus tard, de la III^e Internationale, n'aurait pu se manifester qu'en contredisant plus ou moins consciemment la doctrine marxiste orthodoxe. Eastman illustre ce conflit par la polémique de Lénine avec les économistes puis avec Plekhanov, après la parution de « Que Faire » sur la question de la spontanéité ouvrière. Au point de vue strictement marxiste, le régime capitaliste, dans son cours dialectique, s'oppose à la classe ouvrière comme sa propre négation. La classe ouvrière est donc spontanément, nécessairement, automatiquement orientée vers le régime qui est la négation du régime capitaliste : le régime socialiste. C'est ce que nie Lénine dans « Que Faire ». Le mouvement spontané du prolétariat ne le pousse pas, d'après lui, vers la Révolution, vers le socialisme, mais vers le réformisme, le Trade-Unionisme. La tactique révolutionnaire consiste donc non pas à soutenir le mouvement spontané de la classe ouvrière, mais à lui infléchir, comme du dehors, une orientation supérieure. En conséquence, l'organisation d'un parti révolutionnaire ne doit pas être celle d'un groupement largement ouvert et peu discipliné, mais celle d'une formation de techniciens de la Révolution, de révolutionnaires professionnels soigneusement éduqués et disciplinés (Cf. pp. 170-171). Un autre exemple est fourni à Eastman par la polémique de Lénine avec les marxistes social-démocrates (Kautsky et consorts) après la Révolution d'octobre : conformément au schéma du marxisme orthodoxe, la Révolution ne peut se produire que dans le pays le plus avancé. C'est lorsque le capitalisme a donné son maximum que le socialisme peut venir. Lénine, au contraire, croit possible de construire le socialisme dans un des pays les plus arriérés de l'Europe en rattrapant, et même en dépassant par l'effort de la dictature du prolétariat, les conditions techniques supérieures des pays capitalistes (Cf. pp. 189-90).

(1) La Science de la Révolution. Edition de la N. R. F. (documents bleus). — 1 vol. (12 frs).

D'où vient donc que chaque fois que Lénine a voulu organiser une action révolutionnaire, il ait trouvé contre lui les tenants de l'orthodoxie marxiste? C'est qu'au fond, la tendance du marxisme est une tendance fataliste d'acceptation passive des événements extérieurs dans lesquels on place une espérance mystique. Dans cette doctrine, tout n'est pas déterminé selon les conceptions de la science moderne, mais prédéterminé comme dans les systèmes religieux où la Providence mène les hommes à leur insu. Le socialisme doit arriver fatalement : la marche ascendante du régime capitaliste arrivé à son terme suprême, rencontre, dans le socialisme prolétarien, issu des conditions de la grande industrie capitaliste, sa propre négation. Dans le système marxiste, la conscience des hommes, la volonté des hommes n'est rien. Le jeu des forces de production est tout. C'est que Marx et Engels n'ont pas été, comme Lénine, des techniciens de la Révolution, mais des prêtres de la Révolution. Ils ont projeté dans le monde extérieur, dans les forces de production qu'ils ont divinisées en leur attribuant la conscience et la volonté qu'ils refusaient aux hommes, leurs aspirations révolutionnaires à une société communiste sans classes. Ils ont cru ainsi faire œuvre de savants, opposer un socialisme scientifique à l'ancien socialisme utopique, mais, en réalité, ils n'ont réussi qu'à constituer un socialisme magico-religieux.

Leur matérialisme, leur concept de la matière et du déterminisme, est équivoque : il n'est pas celui de la science moderne. Pour la science moderne, la matière ne pense ni ne veut, son déterminisme est exclusif de toute finalité. Il n'est orienté vers aucun but. Le matérialisme de Marx est, au contraire, un matérialisme animiste : le déterminisme des forces de production est une force aveugle, mais au fond pleine de bienveillance pour l'Homme puisqu'elle le mène, à son insu, vers une forme de société supérieure. La présence de ce but : la société communiste assignée comme terme à l'évolution dialectique des forces de production, manifeste assez que le déterminisme pour Marx est orienté vers une Finalité.

Mais tandis que cette matière, qui n'est ni bienveillante, ni malveillante pour l'Homme, n'enchaîne pas la science moderne, qui ne se juge astreinte à aucun respect religieux devant elle et se l'asservit par la technique, la matière de Marx qui nous achemine, par une évolution tracée d'avance, vers un but supérieur, paralyse, par des scrupules religieux, l'action révolutionnaire.

Ainsi on s'explique que Lénine ait vu dresser contre lui, au cours de son action révolutionnaire, les dogmes du matérialisme historique, mais sa gloire est d'avoir passé outre.

La source de cette attitude de Marx et d'Engels, Max Eastman la voit dans l'attachement, presque filial, que les deux révolutionnaires ont toujours té-

moigné à la métaphysique religieuse, réactionnaire, bureaucratique et anti-scientifique de leur maître en pensée : le philosophe Hegel. Marx et Engels se seraient séparés du Hegelianisme sans une critique véritablement sérieuse de la pensée mystique qui était son essence : ils n'auraient réussi qu'une transposition de termes, substituant au Dieu de Hegel, la matière à l'« Idée » (qu'il voyait agir dans l'histoire à l'insu des individus, par une sorte de « ruse de la raison »), les forces de production, et à l'État Prussien (où il voyait le terme suprême du devenir social), la société communiste sans classes.

Pour ce transfert, Marx et Engels n'auraient pas réussi, comme ils l'avaient prétendu, à remettre « sur ses pieds » la dialectique Hegelienne : à l'Idéalisme Hegelien, qui montrait les forces supra-humaines de « l'Idée divine », agissant dans l'Histoire, ils substituaient l'action infra-humaine des forces de production et de la matière. Le point d'équilibre : la réalité de l'homme concret agissant était manqué. Une théologie et une magie de la Révolution remplaçaient la Science de la Révolution qu'Eastman prétend nous donner pour mettre en harmonie la théorie et la pratique révolutionnaire. — Lénine s'étant contenté de nier en pratique le marxisme qu'il affirmait en théorie.

Le fondement philosophique de la « Science de la Révolution » ne sera plus la dialectique Hegelienne, mais cette science qui est capable d'expliquer en remontant à sa source, les erreurs de la dialectique Hegelienne : la Psychologie entendue comme science de l'Homme concret et des aspirations proprement humaines. Ce ne sont pas les « Forces de production », c'est l'homme qui désire le socialisme, mais l'homme religieux projette ses désirs dans le monde extérieur. Il s'imagine des divinités tour à tour favorables ou défavorables à ses désirs, dont il pourra se faire exaucer. Là est le secret de la prière, le secret de l'attitude religieuse devant la vie et de l'attitude marxiste à l'égard de la Révolution. A l'Homme religieux, s'oppose l'Homme scientifique par un mode de satisfaction de ses désirs qui ne consiste plus à les projeter dans les forces extérieures, mais à s'asservir ces mêmes forces pour lesquelles il n'éprouve plus aucun respect religieux. Le fond de l'Homme scientifique aussi bien que religieux est le désir.

Par là, Max Eastman se flatte d'intégrer à la Science de la Révolution, la doctrine philosophique connue dans les Universités d'Amérique sous les noms variés de Pragmatisme, d'Humanisme ou d'Instrumentalisme, qui, d'une manière générale, tantôt inclinant dans le sens religieux, voire même spiritiste (William James), tantôt dans le sens scientifique (Schiller, Dewey), montre la relation de ce que les hommes appellent « Vérité » à la vie affective, au monde de leurs désirs. Il prétend également rejoindre les données modernes de la psychiatrie, de la

psychanalyse Freudienne entre laquelle et la méthode marxiste de critique des idéologies, il institue un parallèle assez intéressant : de même que le Docteur Freud cherche au delà des rêves, des rêveries et des délires de ses malades, le mobile du désir sexuel refoulé et inconscient dont ils sont l'expression, Marx et Engels cherchent au delà des diverses idéologies sociales, politiques, religieuses, juridiques, morales, le mobile du désir économique refoulé et inconscient (Cf pages 91 à 99), mais ils ont omis de soumettre à cette méthode critique les idéologies philosophiques et celles de leur maître Hegel, qu'ils ont fait la leur.

La psychologie restitue ainsi à la Finalité que Marx et Engels projetaient dans le déterminisme extérieur, sa place véritable : le monde des désirs humains. Par là, elle réussit à expliquer, au moyen de ses méthodes expérimentales, ce que le matérialisme marxiste et tous les systèmes philosophiques précédents, en général, échouaient à déduire : l'apparition de la conscience dans le monde. Tant que l'on n'avait pas saisi la relation de la connaissance à l'action, aux désirs, la conscience apparaissait comme une simple image, une doctrine inutile des choses, un « reflet » pour employer le terme de Marx qui est celui de tous les anciens métaphysiciens. La psychologie expérimentale montre que la conscience apparaît lorsqu'il y a contradiction entre le désir et sa réalisation : une action automatique où la tendance s'équilibre avec l'action, s'accomplit sans conscience, ainsi lorsqu'on va à bicyclette, mais qu'un heurt se produise, la conscience surgit. Ce sont ainsi des difficultés pratiques, des états pénibles qui appellent leur délivrance, qui provoquent l'éveil de la conscience. Tel est bien le caractère de la conscience révolutionnaire du prolétariat. Son origine est dans les besoins humains du prolétariat qui ne sont pas satisfaits, dans sa souffrance. Il appelle le socialisme comme sa délivrance. Mais deux issues s'offrent à lui : la croyance marxiste que de l'excès même de cette souffrance sortira sa délivrance comme sa négation automatique, ou bien la technique de la science de la révolution qui lui permettra de constituer un ordre de moyens destinés à satisfaire cette fin.

Tel est résumé, librement, mais fidèlement, croyons-nous, le nouveau revisionisme d'Eastman.

Marx et Engels reconnaîtraient-ils leur pensée dans l'exposé d'Eastman? Nous ne le croyons pas : « L'Histoire ne fait rien, elle ne possède pas de pouvoir énorme, elle ne mène aucune lutte. C'est plutôt l'homme, l'homme réel et vivant qui fait tout, qui possède et combat, l'histoire n'est pas quelque chose qui se sert de l'homme comme d'un instrument pour poursuivre ses fins par ses propres efforts,

comme si elle était une personne existant en soi : elle n'est autre chose que l'activité de l'homme qui poursuit ses fins à lui. » (Max et Engels. La Sainte Famille. Ch. VI). Un pareil texte constitue la réfutation expresse de toute la thèse d'Eastman.

L'erreur fondamentale d'Eastman consiste à croire que Marx et Engels sont passés directement d'Hegel à eux-mêmes, sans qu'une doctrine intermédiaire ou leur effort propre les ait amenés à une critique sérieuse de l'orientation mystique du métaphysicien prussien et de la pensée religieuse en général. C'est négliger l'influence capitale du philosophe athée Feuerbach sur l'élaboration de leur pensée. La philosophie de Feuerbach est une critique de toute religion au nom des exigences humaines. Le dilemme pour Feuerbach est entre l'Homme et Dieu, le plein développement de son essence dans ses conditions d'existence terrestre où la satisfaction illusoire de ses désirs dans le rêve d'un au delà irréel. Les croyances en l'immortalité de l'âme, en un Dieu Providence ou réparateur, sont autant d'obstacles à l'action humaine. Elles détournent l'Homme de l'action humaine. La critique de Feuerbach est en même temps une analyse : il remonte aux conditions qui ont amené l'homme à imaginer un au delà de son existence terrestre. La religion est un produit des désirs humains qui ne sont pas satisfaits. Contradiction de l'idéal et du réel qui se manifeste sous la forme d'une contradiction entre ce monde et un autre monde (« Mon royaume n'est pas de ce monde », disait le Christ), elle exprime d'une manière statique le désaccord entre ce qui est l'Homme et, ce dont il sent en lui l'exigence. Dieu, c'est l'Homme aliéné de telle sorte que la négation de Dieu, c'est l'affirmation de l'Homme. Comprendre ce qu'est la Religion, c'est surmonter la religion, c'est dépasser le plan de pensée où s'opposent un monde et un autre monde pour réaliser sur terre l'essence de l'homme. C'est renoncer à l'anthropomorphisme, mythe par lequel l'esprit humain se représente les forces de la nature, et, plus tard, les Dieux à son image comme son image idéale, pour l'Humanisme.

Mais, l'homme de Feuerbach, c'est l'homme individuel, ce n'est pas l'homme social. D'où vient l'emprise de la religion sur les esprits à une époque où les hommes trouvent dans la technique supérieure de la science moderne le moyen de s'affranchir de l'esclavage de leurs conditions d'existence extérieures en se rendant maîtres de la nature? D'où vient l'intérêt que manifestent, pour la religion, les classes dirigeantes auxquelles rien n'est refusé? Est-il vrai que la simple connaissance suffise à affranchir l'homme de la religion? Telles sont les questions qui incitent Marx et Engels à dépasser le plan de réflexion de Feuerbach dont il se sont servis pour transformer la dialectique « mystique » de Hegel en dialectique « rationnelle » (Cf. Capital-Postface). La contradic-

tion qui donne naissance à la religion, est une contradiction sociale : c'est la contradiction du régime des classes qui refuse une partie des hommes des satisfactions terrestres et les incite à les chercher dans un au-delà, dont l'illusion est soigneusement entretenue par les classes dirigeantes. La suppression de la Religion ne se fera pas par la méditation des œuvres de Feuerbach, mais par l'action révolutionnaire (Cf. Notes sur Feuerbach et Critique de la Philosophie du Droit de Marx).

Ainsi toutes les critiques d'Eastman tombent : Feuerbach qui fut le père spirituel de Marx et d'Engels autant que Hegel, a reconnu tout aussi bien que n'importe quel pragmatiste américain ou que le Docteur Freud, que la réalité de l'Homme était dans le désir et que la religion était l'expression des désirs refoulés. Les limites de Feuerbach reconnues par Marx et Engels sont en même temps celles d'Eastman : la psychologie individuelle entendue comme science de l'Homme est insuffisante à garder l'action révolutionnaire; l'action révolutionnaire ne connaît plus l'homme abstrait, elle ne connaît que l'homme social, l'homme appartenant à telle ou telle classe. La Psychologie individuelle, si chère aux bourgeois, qui s'imaginent trouver en eux l'homme éternel, est impuissante à exprimer toute la complexité de l'histoire révolutionnaire des classes sociales.

D'où vient alors, pourrait-on se demander que Marx et Engels aient fait retour, après la méditation de Feuerbach, à la dialectique Hegelienne ?

Il faut comprendre pour cela que l'Art, la Philosophie, la Religion, la triple manifestation de l'Esprit absolu étaient pour Hegel ces régions où « toutes les contradictions se trouvent résolues » (Cf. Philosophie de la Religion de Hegel), où, par conséquent, la dialectique qui met en relief les contradictions, les heurts des puissants antagonistes dans les choses humaines, cessait son empire. Renoncer à l'Art, à la Religion, à la Philosophie, comme moyens de libération illusoire de l'homme, c'était pour Marx et Engels affirmer la dialectique dans ce qu'elle avait de proprement révolutionnaire : la reconnaissance des contradictions dans les choses humaines et la volonté de les surmonter par une action effective.

Bernstein, plus perspicace qu'Eastman, ne s'y était pas trompé dans son réformisme conciliateur lorsqu'il gémissait sur la dialectique Hegelienne, source de toutes les affirmations révolutionnaires de Marx.

C'est que la dialectique Hegelienne, comme l'avait noté Lénine, avec une merveilleuse finesse, a deux aspects, selon que l'on met plutôt en lumière les conciliations harmonieuses de la synthèse ou les contradictions, le heurt des puissances antagonistes de l'antithèse. Tandis que Hegel, se réfugiant dans les hauteurs de l'Art, de la Religion et de la Philo-

sophie, et s'affranchissant ainsi du monde réel, mettait l'accent sur la synthèse, la dialectique de Marx, d'Engels et de Lénine met en évidence les contradictions du monde réel et ne se satisfait pas d'une synthèse purement subjective. Le réformisme conciliateur de Jaurès, de Jaurès qui s'inspire de la dialectique Hegelienne, à l'inverse de celui de Bernstein, mettra aussi l'accent sur la synthèse (Cf. « l'Armée Nouvelle »).

Reste la question du déterminisme des forces de production. Ici encore, quoiqu'en prétende Eastman, il n'y a rien d'étranger à la réalité humaine. En soulignant le rôle capital joué par le mobile économique et les formes de la technique dans l'évolution humaine, Marx et Engels marquent en même temps que ce caractère profond de l'être vivant qui, avant tout, a des besoins, le caractère original de l'homme qui s'asservit la nécessité matérielle, en interposant entre lui et son milieu naturel des instruments artificiels.

Mais, ici, se place une contradiction que les philosophes spiritualistes n'ont jamais réussi à résoudre et qui fait, pour eux, du marxisme, un objet de scandale et d'horreur. Comment admettre que la technique qui, normalement, est un instrument au service de l'homme, qui apparaît comme le signe même de sa liberté, s'impose à lui avec un caractère de nécessité extérieure; qu'elle déterminera en dehors de sa volonté ses formes d'existence sociale et jusqu'à sa conscience sociale politique, juridique, religieuse et morale, au lieu d'en permettre le plein développement autonome? Quel est ce renversement absurde des moyens et des fins ?

Mais cette contradiction de l'homme asservi à ses instruments n'est pas une contradiction pensée, une contradiction subjective, c'est une contradiction réelle.

Le régime capitaliste qui combine l'esclavage du prolétariat avec la plus haute perfection technique, la manifeste dans toute son ampleur. La production pour le capitaliste n'est pas un moyen, mais une fin dont il tire sa raison d'être. La conscience du capitaliste intéressée à l'esclavage d'une partie des hommes n'est pas libre. Son droit, sa morale, sa religion sont tout entiers asservis à la justification de son existence et au maintien de ses esclaves dans leur esclavage.

Comprendre cette contradiction, c'est s'insurger contre elle. La pensée de Marx et Engels tout entière consacrée à montrer dans leurs énoncés de l'explication matérialiste de l'histoire l'emprise des forces de production sur toutes les formes de l'action humaine, met au contraire en lumière dans le « Capital » la signification de l'économie comme produit de l'homme. C'est là le sens profond de la théorie de la valeur-travail si mal comprise généralement. Ce que Marx veut dénoncer, c'est comment « la production et ses rapports, création de

l'homme, réagissent sur l'homme au lieu d'être régis par lui » (Capital T. I). Bien loin de diviniser les forces de production, comme le prétend Eastman, Marx veut au contraire purger l'économie, de toute illusion religieuse. Lui-même compare cette illusion — par laquelle les forces économiques semblent s'imposer à l'homme avec un caractère de nécessité externe, — à l'illusion religieuse. Ici se place le fameux passage de la Nécessité à la Liberté, qu'Eastman, (citant des textes Hegéliens qu'il déclare inintelligibles) désespère de jamais comprendre. La nécessité sociale comprise par le marxiste révolutionnaire n'est plus une nécessité qui l'asservit. Ce qui asservit l'homme, c'est ce qui lui est étranger, ce qu'il ne comprend pas ; ce qu'il comprend, il s'en rend maître, il se l'asservit. Il le fait servir à titre de moyen pour des fins qui lui sont propres. De là le rôle capital de la conscience dans la Révolution pour Lénine. Cette conscience qui n'est plus un reflet passif et déformant du monde extérieur comme celle des idéologies, mais la conscience technique qui manifeste la liberté humaine. Personne ne croit davantage à la nécessité, au déterminisme que le savant, mais personne non plus n'affirme davantage par ses actes la liberté humaine. Le savant dans son laboratoire ne se contente pas de subir les causes, il les maîtrise dans ses expériences. De même, le révolutionnaire ne se contente pas de subir la nécessité sociale, il s'en rend maître. Connaissant la relation de la cause à l'effet, de l'industrialisation au socialisme, les révolutionnaires marxistes d'U. R. S. S. s'efforcent en produisant l'une, d'obtenir l'autre. Ils se moquent bien des jérémiades grotesques des pontifes fatalistes de la II^e Internationale, qui, dans un état de recueillement mystique, attendent le socialisme du bon plaisir des mystérieuses forces de production. Les forces de production, la dictature du prolétariat, le monopole du commerce extérieur et le Plan les en ont rendu maîtres. Si Eastman s'était donné la peine d'approfondir cette formule Hegelienne que Marx et Engels revendiquaient hautement : « la Liberté est la Vérité de la Nécessité », c'est-à-dire, la nécessité passée dans la conscience, dont l'homme s'est rendu maître, il aurait compris que le marxisme fataliste des Plekhanov et des Kautsky n'est qu'un marxisme tronqué, conservateur, anti-dialectique, qui s'est figé au moment de la Nécessité et qui par là, ferme à ceux qui s'y laissent encore prendre tout espoir de libération révolutionnaire.

André ARIAT.

Rappelons à nos camarades que nous faisons le service de librairie pour tous les ouvrages dont nous publions un compte rendu. Adresser les commandes à Clarté, 8, Boulevard de Vaugirard, Paris, 15^e.

LES LIVRES

N. POPOFF

La coopération de consommation dans l'U. R. S. S.

V. A. TIKHOMIROV

La coopération dans la marche au socialisme.

(Editions sociales Internationales)
3 fr. 50 et 1 fr. 50

Quel rôle jouent les coopératives en U.R.S.S.? Quelle part prend la coopération dans la marche vers le socialisme de l'U. R. S. S.? Les deux brochures de Popoff et de Tikhomirov viennent nous donner à cet égard des enseignements fort intéressants. Le gouvernement des Soviets dans sa lutte contre le capital privé s'appuie sur les coopératives, surtout sur

les coopératives de consommateurs qui fournissent aux trusts d'Etat un excellent instrument de répartition des produits entre les consommateurs, au détriment du commerce privé.

C'est ainsi que sur les 20 milliards de roubles environ qui représentent le chiffre d'affaires national de l'U. R. S. S., en 1925-1926, la part de la coopération s'est élevée à une somme de 10 milliards et demi, dont 7 milliards pour les coopératives de consommation (3 milliards pour le commerce de gros et 4 milliards pour le commerce de détail).

« Le rôle de la coopération dans l'Economie nationale de l'U. R. S. S. croît d'année en année », écrit Tikhomirov. N'oublions pas cependant que dans aucun cas, la coopération ne saurait être le socialisme. La coopération en U. R. S. S. est avant tout un palliatif au régime de la N. E. P.

Le mouvement coopératif en U. R. S. S. groupe 107.150 coopératives et 20.833.613 membres.

Voici comment se répartissent les coopératives :

De consommation...	28.656 et 12.411.713 membres.
Agricoles	40.604 et 6.522.700 —
De production	9.407 et 731.600 —
De logements	28.484 et 1.080.000 —

(A signaler de fâcheuses erreurs de chiffres dans le tableau final de la brochure de Tikhomirov.)

Un gros effort a été fait par l'Union soviétique pour introduire dans les campagnes les coopératives de consommation.

« La coopération rurale de consommation, écrit Popoff, est appelée à supprimer le mur de séparation érigé entre l'industrie nationalisée et la paysannerie par le commerce privé. Il faut qu'elle apporte rapidement, avec le minimum de frais et le maximum de commodité les produits de l'industrie nationalisée jusque dans les hameaux les plus éloignés. Elle doit servir de trait d'union entre l'industrie et les consommateurs ruraux : organiser les achats des paysans, faire connaître aux organismes directeurs de l'industrie la demande, les vœux, les besoins des campagnes, qui doivent être les matériaux fondamentaux des futurs plans de fabrication. »

Le réseau de la coopération rurale de consommation a dépassé depuis longtemps et de beaucoup le niveau d'avant-guerre et, en général, le niveau pré-révolutionnaire : 27.000 sociétés à la fin de 1926, contre 8.000 en 1915. Ces 27.000 coopératives possèdent 44.000 magasins. Si nous comparons le nombre des magasins coopératifs à celui des villages de l'U. R. S. S., nous aurons en moyenne un magasin par 8 agglomérations, y compris les plus petites ;

et il y a en moyenne 1 magasin pour 2.690 habitants. Les adhérents sont surtout des paysans moyens. Les prix coopératifs à la campagne sont en moyenne de 8 à 10 % inférieurs à ceux du commerce privé.

Les coopératives ouvrières urbaines de consommation ont subi un développement aussi considérable. Voici ce qu'écrit Popoff sur la coopération ouvrière :

« Maintenir au niveau voulu le salaire réel et protéger l'ouvrier contre l'exploitation des intermédiaires commerciaux, satisfaire ses besoins matériels et moraux en suscitant son activité propre, tels sont les objectifs de la coopération ouvrière. S'approvisionnant directement dans l'industrie d'Etat et distribuant les produits de celle-ci parmi la population ouvrière, elle crée un courant d'échanges intérieurs entre les organisations publiques. Industrie socialiste, coopération socialiste, par ces deux canaux passe une part considérable de la production en évitant complètement le commerçant privé. Aucun élément de capitalisme privé ne vient s'insinuer entre le producteur ouvrier et le consommateur ouvrier. Le caractère des relations socialistes se dessine ici bien nettement. La seconde moitié de la tâche consiste à supprimer l'intermédiaire capitaliste entre le consommateur ouvrier et la production paysanne, au mieux des intérêts des deux parties. Cet objectif est plus difficile à atteindre, puisque la production paysanne, disséminée entre une multitude de petites exploitations, n'est pas socialisée. On se heurte là à une concurrence sérieuse du capital commercial, qui ne peut être refoulé que peu à peu. »

Contrairement à la coopération rurale, la coopération ouvrière est très concentrée : 1.500 établissements coopératifs environ avec environ 15.000 magasins de vente : soit un magasin coopératif de vente pour 1.700 habitants.

**

La coopération de production revêt en U. R. S. S. une très grande importance sociale du fait du très grand nombre d'artisans des villes et des « koustari » des campagnes (3 millions en 1925-26, soit 54 % de tous les ouvriers employés dans la production industrielle.)

A noter à côté des coopératives de production proprement dites des associations à caractère coopératif : celle des pêcheurs (488 Sociétés avec 47.777 membres en 1927) ; celle des chasseurs (527 Sociétés en 1926 avec 370.000 membres) ; celle des invalides de guerre et du travail (2.861 Sociétés et 38.000 membres) jouissent de faveurs spéciales de l'Etat.

La coopération agricole de production a pris, ces derniers temps, une place très particulière dans l'économie nationale de l'U. R. S. S.

Il y a une énorme différence entre la coopération agricole de l'U. R. S. S. et celle des paysans d'Occident. En Occident, la coopération groupe des producteurs pour défendre leurs intérêts ; en U. R. S. S. elle se propose en outre de transformer l'économie rurale pour la conduire sur les voies nouvelles du socialisme.

Un des caractères de la coopération agricole est sa spécialisation selon les branches d'économie rurale. Les paysans pauvres ou peu fortunés cherchent, en se groupant dans la coopération, à améliorer leur sort (Sociétés pour la culture en commun, pour l'achat et l'exploitation de machines). Le tracteur commence à jouer un grand rôle. Près de la moitié des tracteurs répartis à la fin de l'année dernière ont été remis à des coopératives. Les exploitations

collectives ont un rendement d'ordinaire supérieur à celui des cultivateurs isolés de la même région. Leur nombre a atteint, en 1926, 22.437, avec une population de plus d'un demi-million. Elles détient, au début de 1927, plus de 3 millions d'hectares.

**

Enfin, il reste à parler des coopératives d'habitation divisées en deux branches : coopératives de location et coopératives de construction qui en sont à leurs débuts, mais ont déjà rendus d'immenses services pour combattre la crise des logements, et pour l'aménagement de jardins d'enfants.

Tel est en résumé l'aspect multiple du mouvement coopératif en U. R. S. S., mouvement prolétarien à sa base et qui évolue en étroite collaboration avec le parti communiste et les syndicats.

Nos camarades ne perdront pas leur temps en lisant ces deux brochures, superficielles sans doute, mais intéressantes.

Henri BRU.

J. F. Louis MERLET

et
Gaston DELON

Si la Presse voulait

(Delpeuch)

Les auteurs ont eu un trait de génie. Si la presse voulait réclamer la Paix chaque jour, il n'y aurait plus de guerre. Tant de candeur émerveille. L'opinion publique est une table rase

sur laquelle les journalistes, conviés à l'apostolat, pourront inscrire leur bon plaisir. Les chocs entre les peuples ne traduisent pas les conflits de grandes masses d'intérêt qui entraînent dans leurs sillages l'opinion publique. Cet opuscule désarmant est émaillé, il est vrai, de citations à six sous le cornet. « Au rendez-vous des grandes têtes molles » : Michelet, Beethoven, Eschyle, Bossuet. Voici la citation de Bossuet : « La guerre, cette chose horrible, est un scandale. » Bouffre!

F. G.

Henry POULAILLE

Charles Chaplin

(Grasset)

Ce petit homme est apparu sur l'écran et il a conquis le monde. Le cinéma, pour combien, c'est Charlot; Charlot qui réalise ce miracle

d'être aimé par l'« élite » et en même temps par les enfants : il est ainsi, universel, éternel; c'est par là que la moindre bande de Chaplin surclassera toujours le film le plus parfaitement réalisé. Le cinéma allemand nous a donné quelques chefs-d'œuvre certains : « Caligari », les « Trois lumières », les « Mains d'Orlac », « La Rue » surtout, pas un drame américain ou suédois ne les égale (je réserve le film d'Eisenstein : « Le Cuirassé Potemkine », que je ne connais malheureusement pas), mais Charlot les écrase. Devant les possibilités qu'il ouvre à cet art nouveau, le cinéma, on comprend le découragement de l'écrivain : « Devant d'aussi complètes réussites, on se dit : à quoi bon! peinture, théâtre, littérature sont tellement dépassés! Il y a tout le meilleur de cela dans un bon film, et quel rythme, rythme plus riche, plus souple que le rythme musical lui-même! » C'est à la profondeur d'un tel découragement que l'on estimera la puissance de cet art nouveau, capable, un jour, de devenir la synthèse de tous les arts. Que

sépare un film de 1912 (ou certains films de 1927 aussi, hélas!) d'une œuvre telle que « La Rue », les sceptiques veuillent bien considérer l'abîme qui « La Nuit de la Saint-Sylvestre », ou « La Ruée vers l'Or » : supposons que le cinéma réalise pendant vingt ans de semblables progrès et imaginez ce qu'il sera en 1950.

Henry Poulaille a écrit le plus intelligent et le plus complet témoignage qui ait été adressé à Charlot depuis que Delluc est mort. Il fait justice de tous les préjugés et de tous les faux jugements qui ont pesé si longtemps sur Chaplin : il prouve, chemin faisant, que le grand artiste est non seulement un acteur parfait, mais aussi un créateur de premier ordre : témoin l'« Opinion publique ». Peut-être Poulaille use-t-il trop souvent du mot *réalisme*, mais donne-t-il à ce mot son sens courant? Car Charlot, pour moi, est le plus *irréel* des êtres, si l'on veut me passer le mot : il a les pieds, ses pieds chaussés de godillots célèbres, dans le réel, mais sa tête est perdue dans le rêve : regardez ses yeux, ses yeux d'halluciné. Rêves, il n'y a pas un film de Charlot qui ne soit plein de rêves : rêve dans « Charlot soldat » dans le « Gosse », dans la « Ruée vers l'Or » ; quand au rêve éveillé, il est partout.

L'Amérique aujourd'hui, suivant ses « saines » traditions, veut étouffer Chaplin au nom de la morale. Eternelle tragédie du poète exilé sur ses terres, tragédie renouvelée de Poë, tragédie éternelle sans doute et qui marque l'esprit d'un monde. Il y a quinze ans que Chaplin mène une lutte sourde contre ce pays qu'il honore de sa présence : la lutte aujourd'hui va-t-elle se terminer par la victoire de la bête?

Rassurez-vous, Poulaille, et souvenez-vous de la lutte de David et de Goliath dans le « Pèlerin ». Charlot est maintenant comme David, invincible, et, ici ou là, éternel : trop tard, Amérique!

Victor CRASTRE.

Maurice PARIJANINE

La fausse mariée
ou le moulin sur
l'Oprane

(Rieder)

Parijanine connaît fort bien la Russie : l'esprit russe et la vie russe; il a vécu longtemps en Russie, et non seulement à Moscou ou à Léninegrad (St-Petersbourg en ce temps), mais

dans les profondeurs du pays, dans ces campagnes où la Révolution a trouvé sa force primitive, puis ses premiers avatars.

Parijanine, tout d'abord, pour nous révéler la Russie, a fait œuvre de traducteur, puis, un jour, il a pris le parti de parler pour lui-même.

« Clarté » autrefois — du temps qu'elle était littéraire — publia des extraits de la *Fausse Mariée* (mai 1923). Roman, tant pis, mais proche de la vie des paysans russes, opposant deux générations de paysans, celle d'avant et celle d'après la révolution. Le document, si chargé soit-il, et parfois si littéraire vaut quand même d'être considéré. Rien de ce qui concerne les campagnes russes d'après 1917, ne peut nous indifférer.

Or, Parijanine est un témoin loyal.

Le séjour qu'il fit dans la forêt russe, en 1918-19, lui a été utile, plus utile encore pour connaître la vie russe que les années d'universités à Moscou ou ailleurs. C'est en ce temps qu'il a découvert le paysan russe. On sait quelle importance, aujourd'hui plus que jamais, les Soviets attachent au problème

paysan : de ce problème, le livre de Parijanine nous permet de découvrir certaines données. Efim Procopytch, Vera Serguievna, Nastia, Vassili, Nikifor Ivanytch, il les a vu vivre, il a vécu avec eux, de leur vie, et il a vu la Révolution lentement pénétrer le village; d'abord ce sont des contre-révolutionnaires mal déguisés qui tiennent le Soviet, gens qui ont espéré qu'en gardant le pouvoir, la « nationalisation » ne les toucherait pas. Jusqu'au jour où arrive au village Zakhar Pétrovitch, l'ex-terroriste exilé qui va procéder à l'« épuration » et que l'on attend avec terreur : « Enchantés, nous sommes enchantés... Il y a longtemps qu'on désirait vous voir, qu'on se disait : Pourquoi les camarades de Moscou ou d'ailleurs, ne nous envoient-ils pas quelqu'un, qui saurait; enfin, un camarade pour expliquer les choses et tout quoi! » D'ailleurs, tout ce que fait Zakhar, toutes les mesures révolutionnaires qu'il prend, provoquent la stupeur : ainsi lorsqu'il demande qu'une femme soit élue au praesidium : « A présent, cria Zakhar, il faut une femme, nommez une femme au praesidium! » — Ici, les rires cessèrent, on ne comprenait plus. On se regardait, on regardait les bâbas, les vieilles et les jeunes femmes et on ne comprenait pas du tout. »

La Révolution s'installait au village...

C. F.

Marcel JOUHANDEAU

Prudence Hautechaume
(N. R. F.)

La plus puissante des huit nouvelles de ce recueil est certainement « Léda », qui peut apparaître comme la caricature atroce du capita-

lisme : l'histoire de son développement et la vision — symbolique — de sa fin catastrophique. Les Thrône, une famille de marchands drapiers : « C'était un dogme, propre à leur dynastie que la famille est un jardin où les vices, à huis clos, ont le droit de fermenter et fleurir, à la condition de n'en jamais sortir : aussi l'inceste y était-il une vertu... Sur cinq enfants par génération, trois au moins étaient difformes, infirmes et mouraient jeunes; les deux autres se partageaient une intelligence, une longévité, une vitalité extraordinaire. » L'origine de leur fortune : une faillite frauduleuse! Leur glorieux ascendants : un meurtrier et un incendiaire! Une race épouvantable : des bossus et des aveugles que l'on enferme dans les combles, des idiots, de temps à autre un hystérique, comme demoiselle Sainte-Esquille qui s'est échappée, toute nue, une nuit, de la maison, et que le docteur Pourpre, un cousin, étouffe lentement sous un matelas.

Léda, un moment, est le génie extraordinaire de la famille. Elle ruine en quelques mois les deux concurrents des Thrône : les Débelut et les Melusâtre, et elle fait de Débelut un de ses employés. Mais un jour, Léda, qui jusqu'à ce jour a oublié qu'elle avait un sexe à la révélation de l'amour : l'amour la conduit à la ruine par le chemin de l'hystérie. Voici la conclusion, voici la fin de cette famille : « Grand-père Thrône mourut de dépit, et, la nuit même de sa mort, Léda fut trouvée toute nue enlacée au Cygne de faux bronze qu'on avait hissé sur la fontaine des Aiguebelles. Une police gantée la cueillit, et le docteur Pourpre, officieux, la recueillit chez lui pour l'étouffer lentement, clandestinement, bientôt, le même soir, comme tante Clémentine, sous le même matelas. »

C.

LES REVUES

CAHIERS DU BOLCHEVISME, N° 78 (15 août). — Le « Testament politique » d'Engels, présenté et commenté par M. Ollivier. C'est une bonne étude sur les dernières phases de la pensée d'Engels, que l'on a maintes fois tenté de dénaturer dans le sens de l'opportunisme. *Le problème du désarmement*, par P. Sem.

N° 79 (1^{er} sept). — *La situation politique et le Congrès de Bordeaux*. Ce leader envisage brièvement comment réaliser l'unité syndicale, malgré l'opposition de Jouhaux et des ministériels, à longue échéance : 1° Renforcement de la C. G. T. U. (Mutualisme et revendications immédiates); 2° développement d'une gauche « lutte de classe » dans la C. G. T. à la faveur des luttes communes. *Résolution de la séance plénière commune des C. C. et C. C. C. du P. C. de l'U. R. S. S. sur l'opposition*, et *Déclaration de l'opposition à cette même séance*. Un article de Fromage sur *Le fonctionnement d'un trust d'Etat en U. R. S. S.*, qui pourrait être intéressant s'il ne contenait des généralisations aussi vaines et creuses que celle-ci : « ...Dans le domaine de la technique, on n'a pas entièrement pu renouveler l'installation de la fabrique telle qu'elle était avant-guerre. Malgré cela, de gros efforts sont faits depuis 1921 ; on a commencé le renouvellement de l'installation par la réparation des anciennes machines et l'achat de nouvelles. On peut donc conclure que, sous l'impulsion du gouvernement soviétique, et grâce à la liaison étroite des ouvriers et de la direction des trusts et des usines, l'économie révolutionnaire se relève rapidement et continue sa marche victorieuse vers la construction du socialisme. » L'étude est par trop schématique. — *La question nationale*, par Merlot. Article juste contre l'opportunisme de Remmele.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE (15 août). — Numéro consacré au Congrès de Bordeaux. C'est-à-dire qu'à travers certaines suggestions de détails justes, il ne propose aucune perspective sérieuse à l'unité ouvrière, aucune perspective fondée sur l'état actuel de la classe ouvrière. *Notes Economiques* de Louzon.

(1^{er} septembre). — *L'ouvrier français vit-il mieux depuis la guerre ?* par A. Richard, à propos d'un livre de Paul Louis : Histoire de la classe ouvrière en France de la Révolution à nos jours, la condition matérielle des travailleurs, les salariés et le coût de la vie. (Rivière éd.), *Notes économiques*, de Louzon.

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE, N° 85, 86, etc.... Différents articles sur l'affaire Sacco-Vanzetti, la séance du C. C. et de la C. C. C. du P. C. R., la déclaration de l'opposition, etc...

N° 92. Intéressant fascicule sur la *Situation économique mondiale au deuxième trimestre 1927*, par E. Varga. Le chemin du capitalisme italien est longuement étudié. Aspects généraux, chômages, crise charbonnière, marché du fer et de l'acier. Situation économique des principaux pays.

N° 93. *La 4^e Conférence annuelle du mouvement minoritaire Britannique*, par R. Page Arnot. — *L'Union Soviétique et les Etats-Unis*, par L. Trotzki. — C'est une interview donnée le 19 août à la délégation américaine, et très instructive. T. y traite brièvement de questions telles que la démocratie en U. R. S. S., les progrès capitalistes, le développement du socialisme, les relations internationales etc... La Pravda fait suivre cette interview de re-

marques bien inutiles. Pourquoi opposer aux remarques de Trotzki sur la démocratie telles thèses de Lénine en 1917 : nous sommes en 1927 !

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (10 sept.). — Un bon article non signé sur *Les partis politiques en France*. Il est rare de trouver sur la situation politique en France des indications d'aussi bonne foi, sans jargon. Cet article qui appellerait de nombreuses digressions et études complémentaires, insiste sur la politique de la petite bourgeoisie française contre la haute finance et le socialisme. Il nous semble en effet que la stratégie des communistes au point de vue de la lutte de classes, vis-à-vis de la petite bourgeoisie et de ses formations politiques, est encore mal définie.

LA VIE DE NOTRE REVUE

L'attention de nos abonnés et de nos amis se relâche. Les « rentrées » d'abonnements, les souscriptions, etc..., sont, depuis juillet, excessivement faibles. Pourtant, contrairement aux années précédentes, « Clarté » n'a pas suspendu sa parution pendant les mois d'été. Nos lecteurs, eux, semblent, en revanche, avoir oublié totalement « Clarté ».

Nos dépenses, elles, restent toujours à peu près constantes, et dans l'état de notre caisse, toute négligence d'un seul de nos abonnés nuit gravement à l'existence de cette revue, ralentit notre activité, etc... TOUS nos abonnés, TOUS nos lecteurs devraient comprendre et méditer cette élémentaire vérité.

Or, à l'heure actuelle, beaucoup d'abonnés oublient toujours de répondre à nos circulaires. Environ deux cents abonnements restent en suspens. Pourquoi ? Avons-nous failli à aucune de nos promesses ? L'intérêt de cette publication faiblit-il ? Nous ne le croyons pas. Il nous semble, au contraire, que la besogne de documentation communiste honnête à laquelle nous consacrons la presque totalité de cette revue, ne peut que servir à éclairer les révolutionnaires sincères, soucieux de véritable éducation marxiste.

Nous ne lançons pas d'appels; nous ne mettons en œuvre aucun moyen sentimental.

Nous disons simplement à nos lecteurs que l'existence de « Clarté » vaut d'être pesée.

Nous ne parlons pas à la légère.

SITUATION MENSUELLE : AOÛT		RECETTES		DEPENSES	
En caisse au 1 ^{er} août	1.486 25	Impression N° 11 2.500 »			
Abonnements ...	811 21	Achat de papier..	300 »		
Vente au N°.	762 55	Frais d'envoi....	100 »		
Règlement annuel des librairies	1.989 75	Clichage	196 »		
Publicité (règlement de 2 numéros)	1.237 50	Administration ..	600 »		
Ventes librairie..	38 50	Frais généraux..	321 25		
Amis de Clarté..	100 »	Achats de librairie	95 05		
Souscriptions ..	97 »	Remboursements à divers créanciers	700 »		
	6.522 80				4.812 30

En caisse au 1^{er} septembre : 1.710 fr. 50.

Le gérant : Marcel Fourier.

Imprimerie spéciale de « Clarté ».

Commandez vos livres à la librairie de « Clarté »

Une Génération de Géants

par VICTOR CRASTRE

portrait par Manolo.

VIENT DE PARAÎTRE

Les passions, les idées, les croyances, l'éducation du jeune homme d'aujourd'hui sont analysées dans cet ouvrage.

Un exemplaire numéroté sur Hollande (tirage limité) .. 35 fr.

— sur beau vélin 10 fr.

Adresser souscriptions et commandes aux bureaux de Clarté, 8, boulevard de Vaugirard, Paris (15°).

LIVRES EN SOLDE

Léon TROTSKY : Lénine.

André BAILLON : Un homme si simple.

Joseph CONRAD : Jeunesse.

Henry POULAILLE : Ils étaient quatre.

Dos PASSOS : L'Initiation d'un homme.

Lucien GACHON : Maria.

Raoul LABRY : Autour du bolchevisme.

Roman ROLLAND : Le jeu de l'Amour et de la Mort.

Philippe SOUPAULT : En joue.

Constant BURNIAUX : La bêtise.

Chaque volume, état de neuf : 5 francs (franco, 5 fr. 50).

Pour mettre au mur de votre chambre, achetez la
CARTE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE
de

L'U. R. S. S.

Etablie avec la collaboration

de Pierre PASCAL

Editée par la LIBRAIRIE DU TRAVAIL

Cette carte est en vente à « CLARTE », 8, Boulevard de Vaugirard, PARIS (XV°).

Prix : 15 francs (Franco 16 fr.)

ŒUVRES DE

N. LENINE

*AU BUREAU D'EDITION
DE DIFFUSION ET DE PUBLICITE :*

La Révolution prolétarienne et le rénégat Kautzki.	4 »
L'Etat et la Révolution.	5 »
Sur la route de l'Insurrection.	5 »
L'Impérialisme dernière étape du capitalisme.	4 50
Que faire ?	7 »
Pages choisies. Tome I.	9 »
Le pouvoir des Soviets et la Femme	0 15
Lénine et la coopération (recueil).	2 »
Sur la coopération.	0 60
La Commune de Paris.	0 40

L. TROTSKI

*AU BUREAU D'EDITION
DE DIFFUSION ET DE PUBLICITE :*

Entre l'Impérialisme et la Révolution.	5 75
Nouvelle Etape.	5 »
La nouvelle politique économique des Soviets.	1 25
De la Révolution d'Octobre à la Paix de Brest-Litovsk.	3 »
1905.	15 »
La Commune de Paris.	0 60
Où va l'Angleterre.	8 50
Europe et Amérique.	6 »
Jaurès.	0 25
Le Communisme en France et l'Internationale.	1 25

A LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL :

par L. TROTSKI

Lénine.	8 »
Les Problèmes de la guerre civile.	1 25
Cours nouveau.	2 »

Pour tous ces ouvrages adresser les commandes
à CLARTÉ, 8, Boulevard de Vaugirard.